

LE PEUPLE BRETON

5^f
Mensuel

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

R.D.A.
POLOGNE :
LES PAYS DE L'EST
ET NOUS...

NUMÉRO 208
4 AVRIL-4 MAI 1981

GISCARD : EN FINIR AVEC LA BRETAGNE ?

TOUTES LES FERMETURES
DEPUIS L'AUTOMNE



Bretagne :

EN FINIR AVEC GISCARD !

Le Peuple Breton

M 2331 - 208 - 5,00 F



Biel Le Vourc'h

29214 Landéda
Tél. 04.93.39

Bravoc'h ha gwelloc'h
tiez a vremen

Constructions contemporaines

LIBERTY

BAR - SNACK

Consommations de 1^{er} choix
Musique tous les soirs
Tél. (98)40.90.92
3, rue Jacques-Cartier
35400 SAINT-MALO

Fournitures générales de bureau

P. PETIBON

35, rue de Kerampont

B.P. 20 - 22300 LANNION
Tél. (96)37.03.39

EXPO - VENTE ARTISANAT

Tous objets en bois
Antiquités

TRAOU-BREIZH

Dour-Ru - PLOMELIN
Tél. 55.11.42 KEMPER

PLOMEUR SHOP

L'ATELIER DU CUIR

Route du Guilvinec, 29120 Plomeur

MAROQUINERIE

PETITE MAROQUINERIE

ARTICLES DE BUREAU

Directement chez le fabricant
Prix exceptionnels

les presses bretonnes

Z.I. « Les châtelets », PLOUFRAGAN/SAINT-BRIEUC
Téléphone : (96)94.01.44

Imprimerie TYPO-OFFSET - FORMULAIRES EN CONTINU

CAFE DES MOUETTES

GUINNESS A LA PRESSION

PORT DE COMMERCE

BREST

Tél. 44-33-21

Pour tous vos achats

Textiles

Bazar

Faites
confiance à...

Alimentaires

EUROMARCHE

une nouvelle race de magasins



Boulevard de Plymouth

BREST

Ouvert sans interruption de 9h. à 22h.
(le samedi de 9h. à 19h.)



Souscription permanente pour le progrès du «Peuple Breton»

ETOILES FILANTES...

Il est des journaux qui ont une existence aussi brève que la publicité entourant leur lancement fut tapageuse. Ainsi « J'informe », pitoyable tentative du pouvoir de concurrencer « Le Monde ». Ainsi, le mois dernier avec « Charlie Matin », deux numéros parus, mais que de bruit !

Qui ne voit le but poursuivi ?

Pendant que les radios amusent, le chômage augmente avec une brutalité jamais vue en Bretagne. La digression — fut-elle impertinente — reste une digression, et ne peut remplacer une information de longue haleine. Le Peuple Breton a aujourd'hui dépassé son 200^e numéro, et ceci, grâce au soutien fidèle de ses lecteurs et abonnés. Ce soutien, chaque mois cette souscription le manifeste. Aujourd'hui, le contexte politique et social impose que ce soutien s'accroisse. Nous comptons sur vous.

3^e liste

Yann Russon, Orvault	50
D. Calvez, Carquefou	50
P. Le Gall, Plonguerneau	50
Hervé C., Quimper	50
Jocelyne R., Daoulas	20
Y. Berger, Brest	20
F. Le Blanc, Allaire	20
A. Le Gentil, Le Conquet	20
E. Léon, Côte d'Ivoire	225
Les militants UDB de Grenoble (38)	45
L. Cotten, Plouha	50
Marguerite Q., St Servan	10
Yann J., St Herblain	20
J.F. Mener, Locmaria Plouzané	30
J.F. Le Roy, Le Conquet	50
F. Launay, Chelles (77)	50
A. Raoult, Le Conquet	20



**Breiz
Kabigs**

Petite et grande taille

« Breizh Kabigs »
247, rue Jean-Jaurès

« Yveline »

Prêt-à-porter féminin

1, rue Inkerman - 29200 BREST

Composition mécanique
Imprimerie de l'Iroise - Brest
Publication inscrite à la C.P.A.P. n° 41 387
Dépôt légal : 2^e trimestre
Directeur de la publication : J. Guéguénat

A. Guillermin, Biarritz (64)	20
P. Rannou, Douarnenez	20
Françoise M., Lille (59)	30
M. Le Scoul, Argenteuil (95)	50
Kevrenn, Auray	20
F. Guennoc, Brest	20
A. Ropars, Canada	25
P. de Quelen, Guingamp	20
J.L. C., Auray	20
B. Le Fol, Grandchamp	50
N. D., Trégunc	20
R. R., Quintin	20
L.L. N., Nantes	20
J. Guinel, Nantes	50
A. Liol, Belgique	40
B. Nédélec, Pt L'Abbé	20
A.L. M., Marseille	50
J. I., Paris	100
G. S., Rennes	20
G. V. Barraux (38)	50
A. G., Blain	20
N. Pilandon, Le Bretonneux (78) ..	150
A. Gourvès, Paris	30
J. Paugam, Pierrefitte (93)	20
R. Milin, Paris	20
J. G., Châteauneuf/Loire (49)	30
R. Rollet, La Roquette (06)	50
A. R., St Etienne de Montluc	20
J.P. B., Liffre	20
A. Le Goff, Nantes	20
L. Quéau, Morlaix	50
P. Le Hénaff, Irville	20
M. B., Dinan	20
B. R., Hillion	20
R. E., Malestroit	50
A. Cattelliot, Mordelles	20
M. I., Avrillé (49)	50
J. Péron, Auray	20
L. O., Lochrist	20
D. Hoba, Pierrefitte	50
Y. Remond, St-Hernin	50
J.F. Gillet, Sotteville Les Ronen (76)	50
J. Benoît, Larmor-Plage	50
Y. P., Guidel	20
P. R., Douarnenez	20
J. Le Lay, Villemomble (93)	30
J. Touze, Asnières (92)	30
J.R. L. C. Locminé	20
J.Y. G., St-Malo de Guersac	20

Total 3 ^e liste	2485
Report des listes précédentes	5254
TOTAL	7739

J.F. KERVERN

LA NATURE DANS

VOTRE SALLE DE BAINS

29214 LANDEDA - Tél. (98) 04. 93. 10

« LE PEUPLE BRETON »
Mensuel

Boîte Postale 304
29273 BREST CEDEX

•
ABONNEMENTS
Ordinaire : 50 F

De soutien : à partir de 70 F
Etranger : 60 F

Etranger (par avion) : 75 F
C.C.P. 2365-76 RENNES

•
CHANGEMENTS D'ADRESSE

Pour tout changement d'adresse nous demandons à nos abonnés de nous écrire en joignant ou en recopiant leur dernière bande d'expédition du journal et en joignant 2,00 F en timbres pour frais. Merci d'avance.

SOMMAIRE

EDITORIAL

PARLONS PRÉSIDENTIELLES 4

EMPLOI

LE BILAN DES FERMETURES
ET DES LICENCIEMENTS ... 8

SOCIAL

DES PATRONS DU SIÈCLE
DERNIER 32
SBFM-LORIENT : C'EST DUR 6

POLITIQUE

LA POSITION DE L'UDB
AUX PRÉSIDENTIELLES 14
CONTRE LE NUCLÉAIRE
CIVIL ET MILITAIRE 15
L'EUROPE ET NOUS 7

AGRICULTURE

SUR LE FRONT DE
LA FIÈVRE APHTEUSE 18

SOCIÉTÉ

L'ILE DES COPAINS 5
UN CADAVRE DANS
LE PLACARD 19

RUBRIQUES

LE PROBLÈME BRETON
DE BREST A NANTES 16
CHICHE 5

ÉNERGIE

ÉNERGIE ET EMPLOI 7

INTERNATIONAL

LES PAYS DE L'EST
ET NOUS 20

CULTURE

DISQUES 25
LIVRES 27
EXPOSITION 27
CINÉMA 28
REVUES 26

COURRIER DES LECTEURS 29

PARLONS PRESIDENTIELLES



Le Peuple Breton

DE la manière dont est réglée la vie politique française, il n'est jamais commode de n'être pas un parti organisé selon les normes de la centralisation étatique. C'est à Paris (on l'aura assez répété ces dernières semaines) que s'élaborent les grandes décisions, c'est à Paris que se trouvent les chambres d'écho, c'est de Paris qu'on peut se faire entendre.

C'est encore plus évident quand approchent les grandes échéances françaises, les présidentielles, les européennes, et à un degré moindre, les élections législatives. Tout alors est laminé dans le double rouleau des médias tout puissants et des règles électorales qui ne peuvent admettre l'expression de voix minoritaires.

En ces circonstances, plus encore que d'habitude, il est difficile de s'engager et de militer dans un parti breton. Les sollicitations ne manquent guère, les clins d'œil non plus. La tentation, ou l'illusion de pouvoir peser sur l'événement attirent vers les grands partis.

Et pourtant, c'est maintenant qu'il est le plus important d'affirmer l'existence du peuple breton, de s'agripper au terrain, de résister. Maintenant qu'on nous fait du pied, maintenant que la Bretagne redevient — l'espace de quelques semaines — intéressante.

Est-ce à dire qu'il faille se désintéresser de l'élection présidentielle ? Sûrement pas, et il est criminel, comme le font certains de laisser croire qu'un nouveau septennat de Giscard serait sans importance. Les dégâts de la politique giscardienne, dans tous les domaines, sont effrayants. En matière d'emploi, c'est particulièrement manifeste et le bilan que nous établissons dans ce numéro est démoralisant.

Et, concernant la civilisation bretonne, dans son sens le plus large (la langue, l'identité du peuple breton, le pays livré à l'armée, au tourisme, au nucléaire...) Giscard a poursuivi l'œuvre de démolition des régimes précédents.

La différence culturelle est un facteur de résistance et la logique libérale est de la réduire. Giscard, en dépit de mesures sédatives ou électoralistes comme la charte culturelle, s'est attaqué au bastion breton. En dépit des camps militaires, des centrales de Plogoff et du Pellerin, en dépit de la désindustrialisation systématique, il ne l'a pas encore réduit.

Mais s'il revenait pour sept ans, lui ou son remplaçant Chirac, c'est l'existence même du peuple breton qui serait en péril...

Empêcher Giscard de nuire n'est pas l'affaire de la seule élection. La résistance au pouvoir qu'il incarne, à la politique qu'il imprime, on ne peut se contenter de la mettre en œuvre au moyen d'un bulletin de vote. Résister, c'est aussi agir sur le terrain, au ras du sol en crochant dans les problèmes concrets, ceux qui se posent chaque jour au peuple breton. C'est soutenir les luttes syndicales qui se mènent aujourd'hui et de manière dure, indépendamment du contexte électoral. C'est lutter contre le démantèlement des chemins de fer en Bretagne, contre les fermetures d'entreprises sur un trait de plume des multinationales. C'est lutter pour que la langue bretonne ait droit de cité à la radio, à la télévision, dans les écoles et dans la vie publique, c'est lutter contre le nucléaire civil et militaire.

Edito

Dans ce contexte, l'élection présidentielle est un moment particulier, un événement important, certes, mais qui ne doit pas éclipser tout le reste. On ne doit pas accepter que, sous prétexte d'élection, tout ce qui est du domaine des luttes en Bretagne et ailleurs soit soumis au totalitarisme d'une information pour laquelle il n'est plus qu'un événement : la course à l'Elysée. D'autres partis s'y sont pliés, l'UDB pas.

Et c'est cela qui nous permet, sans tenir compte des résultats du premier tour d'avoir déjà notre position prise, sans marchandage et sans tractations pour le deuxième tour, le seul qui en définitive décidera : il ne faudra pas, le 10 mai, qu'une seule voix manque à la gauche ; il ne faudra pas laisser la moindre chance échapper au peuple breton ; il faudra taire les réticences, avaler peut-être quelques couleuvres, mais avoir présent à l'esprit l'essentiel : on ne peut pas s'offrir à nouveau 7 années du pouvoir de la droite...

Cela, on aimerait déjà entendre les concurrents du premier tour le dire. On aimerait que Mitterrand précise et ne fasse pas comme si, déjà assuré d'être le challenger, il puisse se taire à ce sujet. On aimerait que Marchais le dise et ne soumette pas l'espoir à la tractation. On aimerait que Huguette Bouchardeau aussi cesse d'être imprécise.

Mais non, chacun y va de son bord, pour son propre compte, comme si l'échéance du premier tour était le seul horizon, comme s'il s'agissait avant tout de désigner « qui sera Poulidor » qui arrivera second de Giscard.

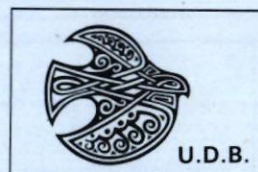
Dans ce débat incertain, où est l'avenir, où est la place pour un grand mouvement populaire ? Depuis le programme commun, quel recul, quel suicide...

Et où est la prise en compte des problèmes bretons... Au niveau électoral ? A peine... A celui du rite plutôt. Car c'est bien le même cérémonial qui impose à chaque candidat de parler régionalisation quand il est en Bretagne, et pas en Normandie, qui impose à Mitterrand son couplet épisodique sur la langue bretonne.

Et qui apporte les réponses satisfaisantes aux questions fondamentales pour nous ? L'emploi ? pas Huguette Bouchardeau ; le nucléaire ? pas Georges Marchais ; la militarisation ? pas François Mitterrand.

Dans un premier tour où la gauche française est plus divisée qu'elle ne l'a été depuis vingt ans, et où chacun a pour objectif de compter le plus précisément possible les fruits de sa politique précise, nous n'acceptons pas de figurer dans les plateaux des balances. Nous ne choisirons pas plus un candidat que nous ne donnerons un chèque en blanc à la gauche.

Dans le droit fil de notre campagne de résistance, dans le droit fil aussi de l'autonomie socialiste pour laquelle nous nous battons, notre attitude à l'élection présidentielle sera à la fois autonome et de gauche : au premier tour, abstention ou vote blanc, au second, vote à gauche sans arrière-pensée.



Un choix redoutable

INTERROGÉ sur la nécessité d'implanter une deuxième base de sous-marins nucléaires dans la presqu'île de Crozon, Michel Rocard a déclaré: «Ou bien nous proclamons que la France n'a pas besoin de s'armer, ou nous admettons qu'il faut continuer à assumer la fonction de défense nationale avec des implantations sur le territoire national».

La fédération PS du Finistère (à majorité rocardienne) n'a pas encore fait connaître quel était, à son avis, le bon mais redoutable choix pour les Bretons.

Les présidentielles durent, durent...

ET tu n'es pas là! O toi qui avais fait don de ta personne à la Bretagne Eternelle pendant les européennes. Toi qui avais fait une synthèse harmonieuse entre Théodore Botrel, Vercingétorix et Marie France Garaud. Toi qui avais donné un souffle épique à un petit caca provisoire, où es-tu, Jean Edern Hallier?

Hug, j'ai dit...

IL y a, à EDF, des réunions assez discrètes pour que certains se croient permis d'y dire n'importe quoi. C'est sans doute le cas d'une commission dite secondaire, où Monsieur Hug (directeur de l'équipement) a déclaré à propos de Plofogg, le 17 décembre dernier: «Les Bretons sont de braves gens, mais certains ne sont pas très cultivés».

Evidemment, avec les ennuis de la charte culturelle...

Opportunité...

COMME l'a dit François Mitterrand début mars, d'autres viendront en période électorale, prêcher la bonne parole en Bretagne, et se pencher sur le triste sort de la langue bretonne.

Au fait, le PS fait toujours partie du Front Culturel Progressiste? Alors on aimerait le voir autrement que sous la forme de deux ou trois élus en tête des manifestations... surtout en période électorale!

Amnésiques

LES élus communistes bretons s'opposent régulièrement aux motions proposées par leurs collègues UDB demandant l'amnistie pour les détenus politiques bretons.

Depuis la rumeur court que les fédérations bretonnes du PC vont mettre sur pied des «Comités Amnésie Bretagne» pour faire oublier que Marchais demande la même chose pour les détenus politiques corses.

Machines à tuer

LE mois dernier, un chômeur vannetais était assassiné à coups de couteau après s'être fait escroquer la somme de 2000 F. C'était le troisième meurtre commis dans la région de Vannes depuis deux ans.

Il est certainement de mauvais goût (mais tant pis) de faire remarquer que ces crimes ont tous été perpétrés par des militaires sortis du 3^e RIMA, ce régiment d'élite chargé de maintenir l'ordre français en Afrique.

Casser du noir n'empêche pas de s'amuser à l'arme blanche. Les machines à tuer, il faut bien qu'elles finissent un jour par servir.

L'ILE DES COPAINS

Certains esprits chagrins déplorent parfois qu'en dehors de la saison touristique, il ne se passe rien à Belle-Ile. Erreur! Pendant quatre mois, on y a «sivomé» fort...

Il advint qu'un jour dans cette «belle-île» Messieurs les Répartiteurs de la Commission communale des impôts trouvèrent une situation anormale: un fonctionnaire municipal, le secrétaire du SIVOM lui-même, gérât en même temps quatre cinémas!

«Le pauvre homme», direz-vous, il devait être surchargé de travail»; d'autant plus que, trois de ces cinémas se trouvant sur le continent on lui adjoignit — sur sa demande — une seconde secrétaire. Voilà au moins un homme qui crée des emplois, et chacun sait qu'à Belle-Ile on en a besoin!

Pourquoi donc fallut-il que des gens mal-intentionnés, appartenant bien sûr aux partis de gauche (UDB, PS, PC) signalassent le fait à Monsieur le Président du SIVOM de Belle-Ile, maire de Sauzon, qui bien sûr, ignorait la chose...

Monsieur le Président du SIVOM le signala donc au sous-préfet de Lorient qui, lui non plus, ne savait rien: la DST a bien d'autres choses à faire que de s'intéresser à de telles babioles.

Toujours est-il que le sous-préfet constata la réalité des faits: il y avait en effet incompatibilité entre les deux fonctions; c'est pourquoi, avec bien du regret, il demanda à Monsieur Le Molaire de quitter le secrétariat du SIVOM dans un délai raisonnable.

Mais qu'est-ce qu'un délai raisonnable? Un an, sans doute, car deux mois après, Monsieur Le Molaire n'avait encore pris aucune décision, si bien que les mal-intentionnés des partis de gauche revinrent à la charge.

Trois mois étant sans doute un «délai raisonnable», l'affaire fut évoquée à la réunion du SIVOM et le secrétaire-cinéma fut mis en disponibilité. Monsieur Bonnet, qui lui aussi ignorait certainement la double appartenance (quand on est ministre, maire de Carnac et conseiller général de Belle-Ile on ne peut tout savoir...) ne put cacher son regret. Il assura d'ailleurs que Monsieur Le Molaire «gardait ses droits acquis de fonctionnaire municipal». Pas au SIVOM, évidemment, mais ailleurs.

Sage solution! Des Bellilois pince-sans-rire (l'humour acadien, sans doute...) se demandait cependant comment Monsieur Le Molaire peut garder ses droits acquis de fonctionnaire communal puisque légalement il ne l'a jamais été!

Après tout, c'est peut-être un précédent qui fera jurisprudence et on chuchote entre Bangor et Locmaria, que si un jour on découvre en Belle-Ile un médecin sans diplômes, après lui avoir gentiment demandé de se mettre en disponibilité, on lui assurera qu'il pourra garder ses droits acquis d'exercer la médecine.

Pas à Belle Ile, non! Sur le continent peut-être?



- (1) 12 mars ; Julien Le Diméet sanctionné d'une mise à pied de 7 jours que les travailleurs n'acceptent pas.
- (2) 12 mars ; l'entrée de l'usine est bloquée ; les principaux directeurs repartent avec l'huissier.
- (3) Objectif de la direction : 1% pour les ouvriers, 12% pour les cadres... pour 1981.



SBFM-LORIENT : C'EST DUR !

D EPUIS mai 1980, la direction de la SBFM envoyait des ouvriers en chômage et uniquement des ouvriers.

La direction cherche à préparer les travailleurs à une diminution du nombre d'emplois à la SBFM, filiale Renault de la Z.I. de Kerpont.

La CGT (92% des voix aux élections professionnelles) gêne la direction dans ces manœuvres et objectifs de course aux profits.

Cela va se traduire en juillet 1980 par le montage d'une provocation par un chef d'atelier, qui va prétendre être séquestré, alors qu'ensuite ses déclarations publiques témoignent du contraire, la direction inflige quand même un avertissement écrit à trois délégués CGT, entraînant une riposte syndicale qui n'a jamais cessé depuis.

Dans le cadre de la lutte pour la levée des sanctions et pour les autres revendications, en octobre à nouveau la direction sanctionne trois délégués CGT par un avertissement et trois jours de mise à pied (voir le PB 203).

Le 1^{er} décembre 1980, la direction suspend les accords salariaux signés entre 75 et 1976 qui garantissaient le maintien du pouvoir d'achat au personnel ouvrier et mensuel (administratif, technicien maîtrise) et n'ap-

plique pas la revalorisation normalement prévue de 2%.

La lutte s'intensifie et début février, la direction accepte de discuter: ses propositions seront une nouvelle provocation.

+ 1% d'augmentation alors que les accords évaluent cette hausse à 4%, la direction dénonce totalement les accords.

L'ensemble des organisations syndicales refusent ces propositions et décident unanimement de débrayer; la CGC y compris! mais ensuite, elle recule.

A partir du 17/2/81, les débrayages vont passer à 3 heures par jour fractionnés en 1/4 d'heure.

La direction contestant la forme de la grève et ses conséquences tente de frapper une nouvelle fois à la tête de l'organisation syndicale en demandant par mesures disciplinaires le licenciement de 9 militants CGT.

Dans un premier temps, dans cette entreprise peuplée d'anciens des forges d'Hennebont ou de leurs fils, c'est la consternation, mais très rapidement la direction doit reculer pour ne demander que 3 têtes.

Au bord de la révolte les 1300 grévistes réclament la levée des sanctions et refusent de reprendre le travail et les négociations tant qu'il y aura une seule demande de licenciement.

Le 6 mars la direction annonce qu'il n'y aura pas de licenciement. En 48 heures, elle est descendue de 9 demandes de licenciements à 11 sanctions graves équivalant au total à une cinquantaine de journées de mise à pied pour les militants.

C'est lourd, très lourd mais le recul est de taille et cette victoire marquera très longtemps les gars de la SBFM.

Le problème des licenciements réglé, il suffisait pour la direction de négocier toute suite et le conflit se terminait, elle l'avait laissé entrevoir pour que cesse la grève totale.

Hélas, la Régie Renault et le PDG de la SBFM, n'en n'ont pas voulu et ont tout fait, pour faire pourrir ce conflit exemplaire.

Ces technocrates ne digèrent jamais la façon dont les travailleurs bretons ont fait face aux ragots d'une presse parfois peu scrupuleuse, à leurs spécialistes en psychologie, en droit, fait face à une procédure judiciaire qui a permis par exemple le 19 mars de citer 10 délégués syndicaux au tribunal des référés de Lorient. Il ne faut pas s'en étonner: c'est à la caisse qu'ils vont frapper maintenant parce que pour le reste...

Ils savent, mais ils n'auraient jamais dû en douter, qu'à Kerpont il y a des hommes pleins d'expérience, même les plus jeunes, il y a d'abord des hommes debout.

ENERGIE ET EMPLOI

Les champions du nucléaire exploitent bien actuellement la sensibilisation générale au problème de l'emploi. Dans leur logique, l'énergie crée l'emploi et donc celui qui émet une réserve par rapport au nucléaire est un partisan objectif du chômage, sinon pire...

Deux contre-exemples, entre autres, devraient amener ces braves gens à un peu plus de réserve. La Loire-Atlantique et l'Ecosse.

La Loire-Atlantique concentre une variété et une quantité d'énergie remarquable : — la raffinerie de Donges fournit de l'énergie dans un secteur qui dépasse largement la Bretagne — Les centrales de Cheviré et Cordemais ont une production supérieure à la consommation bretonne tout entière — Le terminal méthanier de Montoir livrera bientôt du gaz jusqu'en Belgique!

Sur le plan de l'emploi (le Peuple Breton l'a souvent prouvé) la Loire Atlantique détient les records du chômage pour tout l'ouest de la France.

Ainsi, objectivement, maximum d'énergie et maximum de chômage peuvent parfaitement coexister. Il n'y a pas de lien «mécanique» entre énergie et emploi.

Autre exemple. La Grande Bretagne tout entière souffre d'une crise de l'emploi encore plus grave que la nôtre, bien qu'elle produise elle-même sa consommation de pétrole à très peu de chose près! Dans cette galère, c'est l'Ecosse qui tient le pompon : record de chômage d'une part, mais aussi record de production du pétrole (extrait dans les eaux écossaises!).

Conclusion: méfions-nous des arguments choc, même s'ils sont matraqués par les médias aux ordres.

GAETANO ARFE MET LES PIEDS DANS LE PLAT

On sait que certains sujets abordés à l'assemblée européenne agacent prodigieusement l'amour-propre français. Au premier plan, les allusions au fait que les États ne sont pas aussi uniformes qu'on l'apprend dans les livres d'histoire, le député italien G. Arfe, en proposant une charte des minorités ethniques va un peu plus loin encore; ce qui explique qu'on ait peu commenté, en France, son initiative...

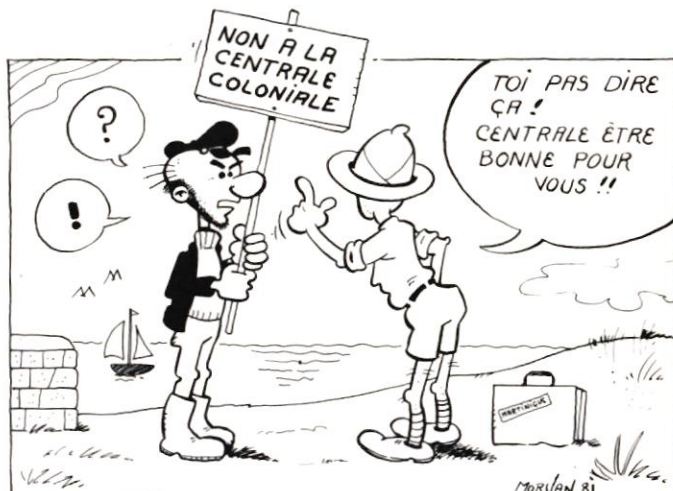
Depuis les Esquimaux vivant au Groënland jusqu'aux Corses, l'Europe est peuplée par une série de minorités ethniques qui se sentent souvent isolées dans leur propre pays et qui sont généralement défavorisées sur le plan économique.

L'histoire européenne récente a été marquée par les revendications des Gallois, des Écossais, des Bretons, des Basques et d'autres groupes minoritaires désireux de pouvoir eux-mêmes gérer leurs affaires et d'affirmer leur identité culturelle. Cet affrontement culturel débouche parfois sur des actions violentes, tandis qu'ailleurs, il parvient à se résoudre grâce à des changements institutionnels: on organise des élections, on crée des assemblées régionales, des écoles qui transmettent l'héritage culturel du groupe, et une aide économique est directement accordée à la région concernée. Ce n'est pas seulement au niveau national que ces problèmes retiennent l'attention, mais également à l'échelon européen. Certains considèrent que la Communauté européenne est toute désignée pour promouvoir l'avènement d'une véritable «Europe des régions», et qu'elle constitue un cadre d'action plus efficace que les États.

Les représentants des différentes minorités ethniques de la Communauté ont d'ailleurs eu récemment l'occasion de se réunir. Il y a longtemps que la Communauté européenne accorde une aide financière considérable à la plupart de ces régions pour stimuler leur développement économique. En outre, le Parlement européen, composé de représentants élus par tous les citoyens d'Europe, s'est évidemment préoccupé lui aussi des problèmes rencontrés par les minorités.

Au nom de la commission de la jeunesse, de la culture, de l'éducation, de l'information et des sports, le parlementaire italien Gaetano Arfe (socialiste), a récemment proposé l'adoption d'une charte européenne visant à protéger les droits des minorités ethniques, ainsi que les langues et les cultures régionales. Considérant que la résurgence des mouvements régionalistes témoigne de la vitalité de la civilisation européenne, la proposition demande aussi aux dix États membres de développer en faveur des minorités de réelles politiques dans le domaine de l'éducation, des communications de masse et des relations sociales. Elle recommande par ailleurs, au Fonds européen de développement régional de soutenir des projets visant à promouvoir les cultures régionales. Le principal objectif poursuivi par le texte est de permettre aux membres des groupes minoritaires d'apprendre leur langue et leur culture, d'avoir accès à la télévision et aux mass média et d'utiliser leur langue dans leurs relations avec les services publics.

Eurofocus.



LE TRISKELL
BAR
LE TRISKELL
Place Guérin - BREST
Téléphone : 44.56.65

A
LA PORTE OCEANE
Artisanat d'Extrême-Orient
et d'ailleurs...
Mille idées de cadeaux...
Des objets utilitaires...
Petit mobilier...
31, rue Jean-Macé - BREST

LEA IMPRIMERIE
COMMERCIALE
& ADMINISTRATIVE
Imprimerie typo-offset
Papeterie - Articles de bureau
21, rue J.-Jaurès, Brest Tél. 80.66.59



Michel Folco/Gamma

LES DÉGATS DE GISCARD :

UN BILAN

DES FERMETURES D'ENTREPRISES ET DES LICENCIEMENTS EN BRETAGNE, DEPUIS SIX MOIS

Il y a deux ans, quand était liquidée la sidérurgie Lorraine, on avait décrit la crise bretonne, beaucoup moins spectaculaire, mais tout aussi grave, en disant que la Bretagne était «une Lorraine rampante».

Pas de licenciements par milliers, chez nous, pas de Longwy perdant cent cinquante ans de tradition industrielle sur un trait de plume du vicomte Davignon ou de Raymond Barre...

Et pour cause, le tissu industriel breton a les mailles lâches. Diffus, il se dissout plus qu'il n'est brisé; il s'estompé plus qu'il n'éclate. Le résultat reste le même, mais dans la discrétion.

Le redéploiement giscardien ne s'accommode guère des «canards boiteux», l'expression s'appliquerait-elle à une région toute entière? Dans la nouvelle donne giscardienne (1), il n'y a pas de place entre le centre hyperdéveloppé et la périphérie productrice, entre les capitales industrielles occidentales, et les pays sous-développés, à main-d'œuvre docile et sous-payée.

Les dégâts de sept ans de giscardisme en Bretagne sont absolument effrayants. On a cité souvent les chiffres globaux concernant l'emploi, le chômage multiplié par quatre, l'émigration comme seule solution. Il faut aller voir dans le détail, faire le décompte des mises en pré-retraites ici, des licenciements là, des emplois saisonniers non rendus ailleurs...

Ce n'est pas très facile: nous avons cependant tenté de le faire en nous limitant aux derniers mois du septennat. Que voit-on? Que même en période électorale, où la prudence s'impose d'ordinaire, le gouvernement et le patronat n'ont guère de scrupules pour accroître le chômage. Sont-ils si sûrs d'eux-mêmes? On a le vertige à la pensée qu'ils pourraient encore avoir les mains libres pour sept ans!

Le plus frappant, c'est bien sûr le cas de la Basse-Loire. Seul pôle breton vraiment industrialisé, les ravages y sont particulièrement évidents:

La Loire Atlantique en perdition

Dans le secteur de la confection, c'est **UGECO-Guérande** qui ferme au début de l'été, entraînant 230 licenciements chez un patron, Biderman, qu'on a l'habitude de mettre à l'honneur en haut-lieu et dont on a souvent, sur Europe 1 en particulier, vanté l'efficacité. A Atlantic-Confection, à Saint-Nazaire, c'est au retour des congés d'été que les 32 employés ont trouvé portes closes à l'usine: on y fabriquait des fourrures; avant l'été cependant, tout semblait bien aller. Le 24 octobre, c'est la **Confection lumineuse** de Clisson qui dépose son bilan, 80 salariés sont licenciés, 35 seulement seront repris en décembre. Il y a dans ce cas des faits plus que troublants: le carnet de commandes de cet atelier, qui fabriquait des jupes pour de grandes marques était bien rempli. Dans le même temps, à quelques kilomètres de là, un nouvel atelier se créait «**Le Plissage de l'Ouest**», dont le direc-

l'ordre du jour du CE quelques jours plus tard et les **transports Noury** à Nantes, ont licencié 3 chauffeurs sur 10.

On comprend, après une telle avalanche l'évolution du taux de chômage: 11% en Loire Atlantique contre 7% en France, et à quoi rime le mot d'ordre mis en avant par le PCF: «**Développer le nucléaire pour vivre et travailler au pays**», d'autant que les usines sidérurgiques sont fermées pour cause de profit nucléaire?

D'autant que ce n'est pas terminé. Les **Forges de Basse Indre** ont annoncé leur objectif pour les deux années à venir: revenir à 1700 employés contre 1886 actuellement. En 81, on se contentera de ne pas remplacer les départs, mais en 82, on va licencier.

Dans la conserverie, **P. Paulet**, à Pornic se retrouve avec 70 employés contre 110 il y a quatre ans. L'effectif doit encore baisser cette année car on va moderniser l'atelier de production. Le gain de production espéré est de 30% avec une baisse des effectifs de 15%. A la conserverie **Gravier**, de la Turballe, les départs en retraite ne seront pas remplacés.

Ajoutons 27 licenciements à l'usine **Nantes à Brest** de Blain; aux **Nouvelles Galeries**, après deux licenciements collectifs aboutissant à 123 suppressions d'emplois à Nantes ces dernières années, une nouvelle compression d'effectifs doit intervenir avant l'été, supprimant 57 postes à Nantes et 25 à St-Nazaire. Les chantiers navals **Aubin** à Rezé, la **Charcuterie de Bretagne**, à Rezé également ferment. La **SONER** de Chateaubriand spécialisée dans la transformation des matières plastiques licencie 36 salariés après le dépôt de bilan intervenu en juin dernier.

Boussier Arnaud, à Ancenis (textile) dépose son bilan en février. 273 emplois sont menacés, essentiellement féminins. On s'achemine vers une fermeture si les négociations n'aboutissent pas; il y avait 570 salariés en 1972. Quant à la SOAF, à Sainte Luce (assainissement) elle a également déposé son bilan. 590 personnes sont concernées entre Doullens (Somme), Sainte Luce et Derval. Sa filiale **Résine Armée**, de Derval, a licencié 18 personnes le 18 février. Le PDG de la SOAF est Jean-Joseph Régent, président de la Chambre de Commerce de Nantes et du Port Autonome de Nantes St-Nazaire. Il était sans doute le meilleur atout de la droite pour reconquérir la mairie de Nantes. Sa déconfiture et sa démission de ces postes laisse un certain vide à droite...

Des fermetures coloniales

Les motifs invoqués par les trusts pour licencier, en Bretagne, sont parfois d'essence purement coloniale. Pas de précautions, chez nous, inutile de mettre en avant le pétrole. On admet tout simplement qu'on ferme pour réaliser plus de profits encore ailleurs. C'est le cas du PDG **Daniel Hechter**, bien connu dans les milieux du foot-ball avec l'usine **Darèges**, de Vannes. Après avoir pressé le citron, après avoir touché les primes à la création d'emplois, Hechter, qui trouve paraît-il exhorbitants les salaires nets de 2400 F pour un emploi qualifié,



Le Peuple Breton



Vannes, hiver 80-81

ferme pour se replier au Maroc: bilan 200 emplois supprimés.

Le cas des **Forges de Saint-Armel**, près de Ploërmel est du même ordre. Après avoir englouti les deniers publics, avec l'aide du giscardien Anselin, le PDG Charles Renault déclare forfait et

décide de fermer. Plusieurs milliards ont été dépensés pour aboutir à un tel gachis. Aujourd'hui, les 60 ouvriers ne travaillent plus et ne sont plus payés, mais ils n'ont pas encore été licenciés!

A Brest deux exemples récents vont également dans le même sens. La **Bras-**

serie de Kerinou, très vieille entreprise brestoise a d'abord été rachetée par **Européenne de Brasseries**, puis par **BSN** qui n'a jamais caché que le rachat n'avait qu'un seul but: la fermeture. Et c'est effectivement le cas. Riboud n'admet pas la concurrence, il lui faut être compétitif, on ferme tout ce qui ne rapporte pas assez, quitte à mettre en œuvre beaucoup d'argent pour rendre l'opération indolore. La Brasserie de Kerinou, affaire rentable à l'échelon breton ne l'est plus à l'échelle des multinationales. On ferme à Brest (88 emplois) mais on ouvre en Afrique...

88 autres emplois sont également en sursis à l'antenne brestoise de la **CSEE** qui veut liquider son secteur PTT. Là aussi, on ne s'embarrasse pas de nuances: on ferme toutes les agences de moins de 100 employés (30 emplois **CSEE** menacés aussi à Lorient) et on propose des reclassements hors de Bretagne ou même d'Europe...

La Bretagne est l'un des terrains de manœuvre du redéploiement engagé par les multinationales. Quelle prise avons-nous, au niveau breton sur de telles décisions? Poser la question c'est y répondre: la Bretagne a de moins en moins de pouvoirs sur sa propre économie.

L'effondrement

«En Cornouaille, c'est la débâcle», dit L. Cléac'h, responsable de la commission syndicalisme de l'UDB, en quelques semaines plusieurs centaines de travailleurs ont perdu leur emploi ou sont menacés de le perdre. A St-Guénolé Penmarc'h, à **Pêcheurs de France** après une longue attente et l'occupation de l'usine une aide à la modernisation est enfin annoncée. Sera-t-elle suffisante pour sauver les 200 emplois menacés? A Plonéis, la fermeture de la Fromagerie «**Le Roi d'Ys**» entraîne 55 licenciements: la COOP de Landerneau concentre ses activités sans se soucier des conséquences sur l'emploi et abandonne une marque bien implantée. Le 6 mars, deux nouveaux dépôts de bilan entraînent 25 licenciements de plus à Quimper, au **Garage Bourhis** (Simca) et à Bénodet à **Cornouaille Applications Electroniques**. Chez **Raphalen**, à Plonéour, rachetée par Lebreton, l'abandon des conserves de légumes va entraîner du chômage. Chez **Armen** (textile), après le dépôt du bilan 180 salariés sont dans l'attente d'un nouveau patron. Une trentaine d'emplois en moins avec la fermeture de **Chantigel** (pâtisserie) et d'une **biscuiterie** à St-Jean-Trolimon.

A la **CDT-Douarnenez**, les départs en retraite ne sont pas remplacés. La **CIBAF** de Quimperlé (bâtiment) a perdu 30 emplois en novembre; **UNICOPA** à Châteaulin, 8 en décembre, la **Voilerie Le Rose** à Concarneau a annoncé 8 départs également, les **Shipchangers concarnois** suppriment 5 emplois. Les **Papeteries de Mauduit** ont licencié 8 travailleurs en janvier. **Mellac-confection** a déposé son bilan et la **SOCOMEL**, toujours dans la région quimperloise a licencié 27 personnes en janvier. **Ferambel**, à Moelan, annonce 36 préretraites en automne, **Bolloré**, à Scaër, 5 préretraites.

On comprend qu'avec un tel effondrement, des réactions de panique apparaissent et qu'on se raccroche, en Cornouaille, aux solutions les moins fiables. Par exemple, s'imaginer que la centrale de Plogoff est faite pour renverser la tendance. Il est vrai qu'en allant par là, on finirait par trouver la solution au problème de l'emploi avec... l'armée: plusieurs centaines de nouveaux venus dans la région de Châteaulin!

Mais tout le monde n'est pas aussi bien pourvu que nos galonnés: le **Nouvel hôpital de Quimper** fonctionnera avec 182 postes au lieu de 230 promis. **Le Minor** redémarre avec 18 emplois seulement contre plusieurs dizaines. Que dire alors de l'attitude du maire d'Audierne, Cabillic, qui a critiqué durement un tel bilan, et pris, peu après, sa place... dans le comité du soutien à Giscard?

Ajoutons encore pour la Cornouaille l'autre dépôt de bilan, de **Chantigel-Guengat** (80 personnes) et la **Société française d'Informatique** à Pont-l'Abbé, fondée il y a 8 mois par 4 personnes rescapées d'un précédent naufrage. A **Olida-Châteaulin**, l'avenir est incertain. C'était un centre de distribution important. On parle de licencier tout le personnel de bureaux pour ne garder que les chauffeurs livreurs. Seul «espoir»: **Doux** qui s'agrandit, mais les «nombreuses embauches» prévues ne sont encore que des promesses...

Un mieux, pour cause de plus mal

A côté, certains secteurs comme le Centre Bretagne pourraient paraître relativement épargnés. Francis Favreau, responsable de l'UDB pour le Centre Bretagne, l'explique en disant que là où l'industrie est inexistante, il ne risque pas d'y avoir beaucoup de licenciements!

La situation est marquée, on le sait, par deux faits essentiels:

— la faiblesse de l'emploi industriel qui représente à peine 20% de l'emploi total; or, les piliers de cette activité sont ébranlés:

- l'agro-alimentaire n'embauche guère et s'il n'y a pas eu de suppressions spectaculaires, il y a des départs non remplacés (à **UNICOPA**, par exemple) et des disparitions de petites boîtes (Poher-Surgel).

- le bâtiment connaît aussi de graves difficultés et une érosion de ses effectifs (par départs individuels également).

- le sous-sol (ardoisières, carrières) est en crise, et ce sont les travailleurs qui font là aussi les frais des restructurations comme aux **ardoisières de St-Hermin et Plevin** où les ouvriers ont été mis en chômage technique pour... 1 mois à partir du début février.

Les usines-miracles tant promises (comme l'**AOIP** avec 500 emplois) ne sont jamais venues, ce qui explique l'absence de licenciements comme dans d'autres régions de Bretagne où ces usines pirates déménagent à l'heure actuelle.

A noter aussi la forte érosion de l'**emploi agricole** (de 4% par an): moins d'agriculteurs pour produire de plus en

plus.

Au total, le Centre Bretagne connaît début 81 un taux de chômage record: 1200 demandeurs d'emplois à l'ANPE de Carhaix (qui représente la moitié environ du total de la région écartelée entre les 3 départements). 70 pour la seule commune de Spezet, par exemple. Les départs et les licenciements se font au compte-gouttes, sans grand bruit: ainsi la fermeture récente d'un **hôtel carhaisien** vient de mettre 7 personnes au chômage... Le travail intérimaire et les contrats limités se développent dans les commerces.

— La baisse démographique* (sauf à Carhaix qui voit progresser nettement sa population) jointe à l'austérité du pouvoir, amène des menaces sur la plupart des services publics, facteur essentiel d'emploi dans la région.

- Fermeture de nombreuses classes et d'écoles rurales à la rentrée 80 (écoles de hameaux à Scrignac, Rostrenen, Landeleau, etc...); **suppression de postes dans plusieurs CES** (Huelgoat, Châteauneuf, Rostrenen). Cette menace s'aggrave pour la rentrée 81 avec de nouvelles suppressions de postes et de classes et, à terme, la disparition d'un CES sur 2 (menaces sur Spezet, Landeleau, Huelgoat). Au lycée de Carhaix, **4 postes d'enseignants** sont menacés pour la rentrée 81. Des postes d'agents suivraient.

- L'austérité est particulièrement criante à l'**hôpital de Carhaix** qui voit son développement contrecarré: pour 104 postes demandés par le CA, seuls 4 ont été créés! Le préfet dit oui à de nouveaux services (réanimation, par exemple, correspondant à la vocation régionale de l'établissement), mais non aux postes nécessaires!

- La chute est particulièrement nette au **Réseau Breton (SNCF)** où travaillent 200 personnes contre 500 il y a une douzaine d'années, et où l'avenir est loin d'être assuré.

Tout est touché

La règle est donc simple: plus on est industrialisé, plus on est maintenant touché. Il ne s'agit donc pas en Bretagne d'un reflux momentané, mais d'un véritable démantèlement, d'un processus de désertification économique. Même quand un secteur marche bien, il évite au maximum d'embaucher. C'est le cas de **Dubigeon** à Nantes, qui a actuellement recours aux heures supplémentaires, ou des **AFO**, à Brest, où la prospérité précaire de la réparation navale se traduit par une remise en cause des avantages acquis et par une embauche très faible: 19 créations pour 80 promesses en 1980. Avec un outil considérablement plus important depuis que les nouveaux quais et la nouvelle forme de radoub (qui ont coûté si cher aux finances locales) sont en service, avec une fréquentation plus importante des pétroliers, le nombre d'emplois est inférieur à celui de 1975 (850) après être passé par 650 en 1979.

Cette terreur de l'embauche, le patronat ne l'éprouve guère quand il s'agit de licencier. Reprenons donc l'énumération.

A la Roche-Bernard, l'entreprise de bâtiment **Josso** est mise en règlement judiciaire et 40 emplois se trouvent menacés par le dépôt de bilan. Toujours dans le bâtiment, l'entreprise **Tanguy**, du Conquet licencie 25 personnes et les **Maisons de l'Avenir**, à Vitré supprime à nouveau 35 emplois après les 53 licenciements de septembre.

Il est vrai qu'en Ille et Vilaine, la situation économique s'est dégradée plus vite qu'en France et le taux de chômage, qui atteint 10,4% se rapproche de celui de Loire Atlantique. Le gros morceau c'est **Citroën** où les emplois perdus sont de l'ordre de 4000, par tranches successives, et avec cette performance de ne soulever que quelques petites vagues.

Ce n'est pas le cas, aujourd'hui, à l'entreprise Oberthur, imprimerie plus que séculaire où 950 emplois sont en cause, et qu'on peut appeler le Manufrance rennais.

Les **Imprimeries Réunies**, une coopérative ouvrière fondée en 1910 à fermé, licenciant une trentaine de personnes. A la **SGS Athès**, toujours à Rennes, 25 licenciements dans l'électronique. **Jeantils**, à Mordelles subit le contre-coup de la crise actuelle et demande 18 licenciements. Le **Bœuf d'Or**, dans la restauration à fermé, et la filiale de Ducassou, la **CIAB** à l'Hermitage, qui est spécialisée dans les préfabriqués pour le bâtiment est également en règlement judiciaire, ainsi que les **Ateliers mécaniques de Bretagne**, qui fabrique des landaus et poussettes.

A Argentré, **Rossignol**, menuiserie licencie 43 employés en novembre, puis 38 en mars; **Burel**, à Chateaubourg, mécanique agricole, réduit ses horaires tandis que dans l'agro-alimentaire, qui est pourtant le secteur à la mode, la **SIAB** à Chateaubourg prononce 48 licenciements et la **SIAO** à la Guerche 18. Toujours à la Guerche, l'abattoir de la SGA licencie 24 travailleurs. Dans le bâtiment, à la Guerche encore, **Piquet** licencie 18 personnes et **Hairault**, en règlement judiciaire met en chômage 22 ouvriers en décembre 80 puis 35 en février 81.

Dans le secteur de Fougères, Cointat s'est beaucoup remué ces derniers mois pour donner de sa ville l'image du dynamisme et de la sacro-sainte exportation. Il s'agissait surtout de faire oublier au plus vite le faux-pas des élus de droite locaux avec les escrocs de **Gaut-International** qui ont réussi à empocher plusieurs dizaines de millions en faisant miroiter 114 emplois et en partant avec la caisse! Le bilan est lourd, dans le pays de Fougères avec **Déliviande**, 26 licenciements, **Florio** bâtiment, 180 personnes en sursis. **J.B. Martin**, chaussures, qui demande 150 nouvelles suppressions d'emplois; **Patricia**, chaussures également, avec 34 personnes sans règlement judiciaire. La société des **Alcools de Vexin**, à Antrain, a également licencié 17 personnes, **Morel**, entreprise de menuiserie à Fleurigné, 7 licenciés et **Froget**, meubles-menuiserie à Landéan, actuellement en règlement judiciaire avec 50 emplois menacés complétant le triste tableau fougérais, avec **Gardan**, 12 licenciements dans la confection.



François Lochon/Gamma

Dans le Pays de Vannes, les énormes scandales de Darèges et des Forges de Saint-Armel ont quelque peu éclipsé des affaires plus petites: 2 Licenciements chez **Poulain**, 49 à **UNICOPA**, Vannes et 39 à **CEC-Vannes**, et le tout au mois de décembre. Si l'on ajoute les 20 suppressions de poste à l'**IMP du Moulin-Vert** à Rhuys et le licenciement de l'animateur du **Centre de loisirs** de Rhuys, on arrive à un total impressionnant...

Toujours à Vannes, 7 licenciements chez **Renco**, 17 en projet chez **Sovaco**, 57 chez **SESAEG**, en projet également: trois entreprises du bâtiment.

A **Sovimor**, à Marzan, 41 permanents et 21 temporaires viennent d'être licenciés. Les **Ardoisières de Côté** à Ploermel viennent de fermer.

Dans le Pays de Lorient, et c'est un peu l'exception, la lutte syndicale a assez souvent été victorieuse, ou, tout au moins elle a réussi à faire reculer de manière sensible les menaces de licenciement. C'est le cas, par exemple à la **SBFM** où la forte syndicalisation a été le

meilleur garant de l'emploi, bien que la direction ait fait valoir le fait qu'on ne remplace pas les départs en retraite et que les retours du service militaire ne sont pas repris. A **Polyform-Lochrist** aussi, le patronat a reculé et a promis de reclasser les 7 personnes licenciées. Dans les **PTT**, il y avait un projet de licenciement pour deux employés au centre de Lorient principal. Au **CAP**, sur 28 licenciements envisagés, 13 finalement seront prononcés, mais à **Plastimo** 23 licenciements sont prononcés. Et à l'**UCB** aussi la lutte est difficile et on est fort pessimiste pour 244 emplois principalement lorientais. A la **SICAL**, automobile, la direction (parisienne...), refuse de discuter des problèmes liés à l'emploi. **SIBJET**, de Guidel, fabrique de briquets, a annoncé 80 licenciements sur 350 en janvier. **Europêche**, ex-**Sopromer** en annonce 40 et à la **Biscuiterie St-Sauveur**, toujours à Lorient, 350 employés sont en chômage technique et paraissent fort menacés.

Dans le Nord-Bretagne, la situation n'est guère meilleure. A la **CCB**, en occupation depuis un an, les 15 ouvrières n'entendent pas renoncer et

l'action à l'hôpital de Lamballe a été payante pour maintenir l'emploi de 18 temporaires dans leur poste en les faisant passer stagiaires.

Mais à Lannion, après les affaires Polydess et Bochereau, c'est la **LTT** (électronique) qui inquiète le plus, avec 155 départs depuis deux ans, et aussi la **Soguintel** (ex. AOIP) avec 200 départs et l'annonce pour 1981 de 180 licenciements. Quant à l'usine d'algues **CECA** de Pleubian, sa fermeture entraîne 50 licenciements directs. A Ploemeur, les **abattoirs Valridor** sont en règlement judiciaire: 25 personnes sont licenciées, 35 en chômage technique, 20 licenciements au **Couvoir la Colline** à Veru sur Seiche.

La STM Morlaix, encore une usine d'électronique, a annoncé son intention de ramener l'effectif de 440 à 250 personnes. En février 80, il y avait encore 700 employés! Et toujours à Morlaix, l'**abattoir** ferme entraînant 23 mises en chômage. La **SEFL**, à Guingamp a mis 64 métallos au chômage en juillet dernier. Aux transports **Sillou**, à Plouavet, 50 emplois sont en sursis. **Menuibat**, à Plerin, à licencié 65 personnes puis en a repris 44 et la **Somer**, à Loudéac a annoncé aussi 18 licenciements. **Bourderon**, à Locminé, qui sous-traitait pour Daniel Hechter a licencié 28 personnes.

A Saint-Brieuc, aussi le bilan est lourd pour la période de l'automne: **Le Bigot** (produits du sol) 2 licenciements, **Labat** (plomberie) 11, **FIA**, 1; Moreau (menuiserie) 1; **Burlot** (brosserie) 26; **Total** (carburant) 1; **Armobel** (bâtiment) 13; **Nouvelle Société** (Habillement) 3; **Normand** (étain) 1 **Armobel**, à nouveau 4; **Guiguin** (maçonnerie) 3; **Morin**, 1; **Couillaud** (Maçonnerie) 1.

Le **Joint Français** a aussi perdu une cinquantaine d'emplois mais, la grosse affaire reste **Caravanes Star**, à Tremuson où aucune solution n'apparaît pour les 350 employés...

On pourrait certainement poursuivre, évoquer les secteurs traditionnellement brillants en Bretagne: l'ostréiculture (16 licenciements projetés à la **SCORB**-Brest, 7 chez **Madec** à Lannilis) les algues où le retrait risque d'être brutal, la pêche qui disparaît peu à peu et l'agriculture où l'on parle aussi maintenant en termes de dépôt de bilans.

Les disparitions d'emplois sont souvent discrètes, individuelles, ainsi, rien que sur Brest, et rien qu'en janvier, le bâtiment a perdu 100 emplois, sans que cela forme un seul titre.

Avec Giscard, avec la droite c'est la Bretagne vive qui fout le camp, qui tombe en déliquescence. Le constat est accablant. Il serait dramatique si Giscard et la droite devaient 7 ans encore, poursuivre leur politique.

Pour les travailleurs bretons comme pour les travailleurs français il n'y a pas trente six solutions.

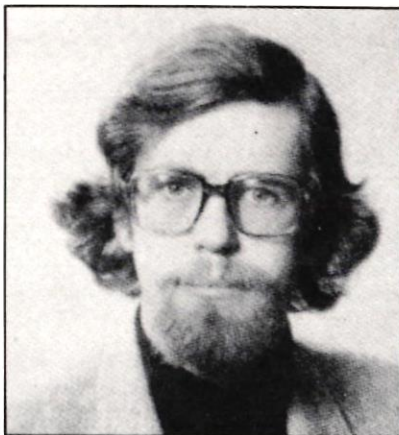
Pour la Bretagne, particulièrement, c'est déjà l'état d'urgence!

J.G.

Enquête réalisée avec la collaboration des Fédérations de l'Union Démocratique Bretonne.

Bilan arrêté au 19 mars.

BRIEC, SIZUN 2 CANTONALES...



Hervé Latimier, qui représentait l'UDB à la cantonale de Briec le 1^{er} mars, a réalisé 4,37% des voix. Dans un canton où la droite regroupe 78,7% des suffrages, et où il reste donc bien du travail à accomplir, ce résultat est intéressant. Il fait plus que doubler les voix UDB par rapport aux législatives de 78. Le PS progresse également par rapport à ces élections, passant de 8,65% à 14,2%. Le PC, lui, régresse de 11,49 à 3,69% et il est maintenant derrière l'UDB. Quant à L.O. et les écologistes, présents aux législatives, ils ne semblent pas intéressés par ce niveau local et ils étaient absents. Il est difficile de déterminer la part de leurs électeurs qui ont rejoint l'UDB ou le PS. Cependant, il semble bien que les voix écologistes se soient peu portées à gauche.

Déception, en revanche, à Sizun où Jeannine Rosec, le 29 mars, se retrouve, très loin (3%), sensiblement à égalité avec le P.C. C'est le P.S. qui l'emporte au premier tour.

LES INTERDITS PROFESSIONNELS LIBÉRALEMENT AVANCÉS

Alain Le Sann, professeur au lycée Colbert de Lorient, a renvoyé son livret militaire en 78 dans le cadre d'une opération symbolique de soutien aux paysans du Larzac. En janvier 81, le Tribunal de Lorient l'a condamné à une amende. Mais la première condamnation n'ayant pas paru suffisante au pouvoir, le procureur a fait appel à minima, c'est-à-dire que A. Le Sann, sera convoqué le 19 juin prochain au tribunal de Rennes.

Il risque alors de se voir privé de droits civiques, et donc rayé des cadres de l'Education Nationale. Une telle situation paraît extrêmement grave. Désormais, tout fonctionnaire risque d'être privé de son emploi dès qu'il manifestera des opinions en désaccord avec le pouvoir du moment. Il est bon de savoir que Alain Le Sann a fait son service militaire! Et le renvoi d'un livret militaire n'a pas encore fait reculer la ligne bleue des Vosges.

Quelle que soit l'analyse de chacun sur le renvoi du livret militaire, mobilisons-nous contre Giscard Pétain!

Librairie JEAN-JAURÈS

170, rue Jean-Jaurès
29200 BREST - Tél. 44.61.56

PAPETERIE - LOISIRS EDUCATIFS
LIBRAIRIE GENERALE - CLASSIQUE

hervé saliot

FABRIQUE DE MEUBLES D'ART
SÉJOURS - SALONS - CHAMBRES
BUREAUX - BIBLIOTHÈQUES
Tél. 91.91.91 LANDREVARZEC

***Vous annonce l'ouverture
de son magasin***



5, avenue Clemenceau à
BREST — Tél. 46.09.34

hervé saliot

La position de l'U.D.B. aux présidentielles

UN ENTRETIEN AVEC HERRI GOURMELEN

Le Peuple Breton: Ainsi donc, Henri Gourmelen, l'UDB abandonne la gauche ?

H. Gourmelen: Sûrement pas ! Quand on est Breton, être de gauche, cela signifie qu'on recherche l'Union des forces populaires, la seule réponse à nos yeux face à la braderie généralisée que le pouvoir giscardien mène dans notre pays, face à la politique d'austérité imposée aux travailleurs.

L'Union, nous la pratiquons tous les jours dans les faits, dans les municipalités de gauche, où nous sommes présents. Nous respectons scrupuleusement les accords passés avec nos partenaires ; nous faisons passer l'intérêt général de la gauche — des travailleurs — avant nos intérêts de Parti... cela n'est pas toujours sans mérite quand on est minoritaire !

Refuser les querelles de la gauche hexagonale, d'Etats Majors parisiens, et les retombées si néfastes pour le Peuple Breton, ça n'est pas abandonner la gauche, c'est même tout le contraire. C'est parce que nous sommes pour l'Union que nous refusons de cautionner la Désunion.

D'ailleurs, cette Union nous ne cessons d'y travailler. Qui mène sur le terrain depuis septembre une « campagne de résistance » à Giscard ? Nous aurions aimé d'ailleurs être plus nombreux sur le terrain ! Nous avons proposé avec le succès qu'on sait une action commune sur l'Emploi à Brest... il ya sans doute des intérêts très supérieurs à ceux des travailleurs bretons qui ont empêché nos partenaires d'y répondre favorablement...

Le Peuple Breton: Comment expliques-tu l'échec cinglant de la candidature des peuples de l'hexagone ? L'UDB n'a-t-elle pas à ce sujet une responsabilité ?

H. Gourmelen: Il faut d'abord dénoncer la loi électorale : hier le « fric » pour les Européennes, aujourd'hui les 500 signatures et toutes les pressions possibles. En fait, il s'agit d'une loi anti-autonomiste : 30 départements, pas plus de 10% dans chaque...

C'est l'UDB qui est à l'origine de la tentative, en vertu du mandat de notre Congrès. Si elle a une responsabilité c'est uniquement en tant que promoteur de l'idée...

Le fait que les DOM-TOM avec les problèmes qui sont les leurs — n'aient pas finalement adhéré au projet, le fait que nous ayons constaté des divergences quant aux mots d'ordre à mettre en avant dans la Campagne électorale et que ces divergences avec VVAP avaient un lien direct avec le choix du candidat, tout cela s'ajoute à la « loi scélérates » et, a fait que rapidement nous avons mis en route la campagne de Résistance à Gis-



Le Peuple Breton/Janine Leray

card qui nous semblait prioritaire dans le contexte économique et social en Bretagne.

Le Peuple Breton: Pourquoi ne pas soutenir la candidature Mitterrand qui, dit-on, a le plus de chances de mettre Giscard en difficulté, ou bien celle de G. Marchais dont le programme comporte des remises en cause du capitalisme.

H. Gourmelen: La tactique des partis de gauche au premier tour est claire : « chacun pour soi, comptons nos voix », pour ne pas dire « réglons nos comptes »... Nous ne le dirons jamais assez, les masses populaires, le peuple breton ne peuvent qu'être ébranlés, voire démobilisés devant ce spectacle, surtout les jeunes. Cela nous inquiète beaucoup.

De plus, pourquoi choisir quand nous n'avons pas de choix vraiment satisfaisants ? Ni l'un, ni l'autre de nos partenaires ne reconnaît l'existence du Peuple breton. Le thème de la régionalisation ne revient au premier plan qu'en période électorale. Le problème corse, le problème occitan, le problème basque que semblent plus intéressants à Georges Marchais, M. Rocard, Pierre Mauroy, que le problème breton... On demande la liberté provisoire pour les détenus corses avant leur jugement c'est bien ; on promet une lettre ouverte aux occitans, parfait ; on réclame un département basque, bravo !

Mais, et la Loire-Atlantique ? et la motion pour l'Amnistie présentée par l'UDB ? et l'attitude d'ignorance ou de récupération vis à vis du Front Culturel ? Et l'attitude ambiguë du PS, représentée par Charles Josselin, à l'entrevue des notables bretons à l'Elysée ? et le revirement du PC sur Plogoff et le Nucléaire ?

Le Peuple Breton: N'était-il pas possi-

ble pourtant d'appeler à voter « à gauche » sans préciser ? C'était pourtant le cas à d'autres élections d'où l'UDB avait aussi été écartée ?

H. Gourmelen: Nous avons voulu protester contre la désunion, je l'ai dit, désunion qui nous est en quelque sorte imposée en Bretagne... pour nous, au regard de la situation bretonne le divorce ne s'impose sûrement pas... et nous ferons campagne, nous l'avons déjà annoncé publiquement, au 2^e tour pour le candidat de la gauche arrivé en tête, quel que soit ce candidat de gauche.

Mais si nous avons été écartés par une loi fabriquée sur mesure, nos partenaires de gauche PS et PC, s'en accommodent fort bien. Nous entendons aussi dénoncer cette règle du jeu réservée aux quatre « grands » partis ; nous refusons que le débat politique soit réservé à un « Club de super-puissances ». C'est là une conception dangereuse du débat politique, un blocage pernicieux du débat démocratique. Sans parler des consignes données aux élus pour qu'ils ne cautionnent aucun « petit », cela de la part même de formations de gauche ! Rappelons aussi qu'il nous a fallu réunir 10.00 signatures en 1977 pour passer sur FR3.Paris.

CHEZ LES AUTRES...

Parmi la position des partis pour les présidentielles, au premier tour :

VPLG (Union Populaire pour la Libération de la Guadeloupe) abstention.

Unité Guyanaise : abstention.

Parti Communiste Martiniquais : abstention.

Union du Peuple Corse (UPC) : non participation.

Parti Progressiste Martiniquais (PPM) : Mitterrand (par 11 voix contre 10 pour l'abstention).

Enfin, il nous paraît plus porteur d'avenir d'avoir marqué notre volonté de refuser un certain nombre de choses (la coupable désunion des forces qui représentent l'espoir ; le bailloon qu'on veut nous imposer) et d'avoir réaffirmé clairement notre démarche autonome en vue de la construction d'un bloc progressiste fondé sur la situation coloniale du peuple breton.

Le Peuple Breton: L'UDB aurait pu alors soutenir une candidature style Bouchardeau, dont le PSU prétend que seule elle prend en compte l'autonomie socialiste de la Bretagne, ou écologiste, puisque les écologistes prétendent prendre en compte les aspirations des régions ?

CONTRE LE NUCLÉAIRE CIVIL ET MILITAIRE

1000 MANIFESTANTS A DOUARNENEZ

H. Gourmelen: A problème spécifique: le colonialisme dont nos peuples sont victimes, il fallait une candidature spécifique. Il s'agit en effet d'un problème global et non d'une lutte minoritaire (femmes, écologie) parmi d'autres. Cela étant, nous ne nions pas les positions du PSU sur le nucléaire civil et militaire, le problème culturel etc... Au contraire, cela est à nos yeux tout à fait positif, si ce n'est que le zèle du PSU à se réclamer du mouvement breton laisse perplexe; l'UDB pour sa part n'a jamais revendiqué cette appartenance: il y a bien des gens du Mouvement breton qui sont nos adversaires politiques déclarés.

Pour ce qui est des écologistes nous avons eu l'occasion de dénoncer leur tentative d'OPA vis-à-vis du Mouvement de résistance populaire des Plogoffites et leur flore idéologique, même s'ils ne faut pas classer rapidement et abusivement tous les Ecologistes à droite.

Le Peuple Breton: L'UDB se résoud donc à ne pas du tout faire entendre sa voix dans une circonstance exceptionnelle de la vie politique française, donc bretonne?

H. Gourmelen: J'ai posé au départ la question suivante: «Qui a-t-on vu sur le terrain depuis septembre?» Défense du Centre-Bretagne, du Rail Breton, de l'Emploi, de la Culture. Rassemblement contre le nucléaire civil et militaire — pas grand'monde à part l'UDB...

La lutte contre l'austérité, le rédéploiement capitaliste qui vide notre pays, nous l'avons mené seuls, ou presque hélas!

Le Peuple Breton aura entendu sans nul doute notre voix, malgré le baillon qu'on veut nous mettre.

Notre bureau politique de mars s'est déjà penché sur notre campagne pour le second tour et notre B.P. d'Avril doit étudier la campagne de luttes que nous entendons mener dès après le 2^e tour.

Bien sûr, les Présidentielles font partie de la vie politique bretonne, mais dans la longue lutte de décolonisation qui est la nôtre, ces élections pour importantes qu'elles soient, fondamentales même, ne doivent pas nous faire oublier ce pour quoi l'UDB existe: la libération sociale et nationale du Peuple Breton.

CEYLAN

VENTE ET DÉGUSTATION DE THÉS

*Jus de fruits - Glaces - Pâtisseries Maison
Spécialités Anglaises*

**43, rue du Mur - MORLAIX
Téléphone : 88.36.43**



Photos Pierre Morvan/Le Peuple Breton

Ceci VOUS concerne !

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom : Prénom :

Adresse :

déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.

Signature :

A..... le 19..

Adressez ce bulletin (découpez ou recopiez) à : U.D.B. - B.P. 304, 29273 BREST CEDEX

LE PROBLEME BRETON ...

Carhaix: Une manifestation pour la défense de l'enseignement dans le Centre-Bretagne

Les associations de parents d'élèves des écoles primaires maternelles, des collèges et du LEP de Carhaix, les syndicats CFDT et CGT ainsi que les unions locales FDSEA et MODEF ont appelé à une grande manifestation le samedi 14 mars dans la région de Carhaix pour la défense de l'enseignement dans le Centre-Bretagne.

Syndicats et parents d'élèves protestent contre la carte scolaire qui menace l'existence des collèges de Gourin, Landeleau et Huelgoat et conduit à des suppressions de postes dans de nombreux établissements. En disant non aux fermetures d'école, la population du Centre-Bretagne affirme aussi sa volonté de vivre et travailler au pays.

PB

Le Centre d'Essais des Landes, nouvelles contraintes pour la population

Une enquête publique a été ouverte sur les communes de Pluguffan et Plonéis concernant l'établissement de servitudes à la suite de l'implantation du centre d'essais des Landes. Les constructions devront se conformer à deux servitudes principales, l'une de hauteur, l'autre est une servitude radio électrique, qui afin d'éviter tout brouillage des ondes interdit l'utilisation de matériaux métalliques dans la zone intéressée.

Non seulement l'armée s'approprie la terre bretonne mais en plus elle impose ses servitudes aux populations.

PB

Lorient: Grève du personnel du Centre hospitalier

L'intersyndicale CGT, CFDT, FO a observé un arrêt de travail de 24 heures pour exprimer devant la population lorientaise les menaces qui pèsent sur le Centre Hospitalier en raison du manque de personnel dans ses divers services.

Ce mouvement commencé il y a plusieurs semaines a recueilli 5000 signatures de soutien, l'intersyndicale demande maintenant l'appui de toute la population qui est directement concernée par les restrictions prévues en Bretagne par le Ministère de la Santé.

FINISTÈRE

Brest:

Les Ateliers Français de l'Ouest en grève illimitée.



Les 700 travailleurs des AFO ont décidé la grève illimitée avec occupation des locaux en raison du refus de négocier de la direction sur le cahier de revendications déposé il y a trois mois. L'importance de cette grève est particulièrement ressentie par la population brestoïse qui a un droit de regard sur l'activité de la répartition navale à Brest en tant que contribuable ayant participé au financement de la 3^e forme de radoub par l'intermédiaire du syndicat mixte Brest-Iroise.

La direction des AFO l'a bien compris et joue à fond la carte de la délation, en utilisant le mensonge pour tromper l'opinion publique. C'est ainsi qu'elle a publié un article dans la presse locale dévoilant les salaires pratiqués dans l'entreprise, salaires anormalement gonflés.

Ce que la direction ne disait pas, c'est qu'elle avait pris en compte les salaires de 126 personnes ayant effectué plus de 50 heures par semaine dans une période de surcharge. Ce qu'elle ne disait pas non plus, c'est que les dix plus hauts salaires des AFO en 1979 représentaient en moyenne 20.000 F par mois chacun...

Aussi, devant ces pratiques mensongères la CGT a décidé de lancer une campagne d'information sur la réalité des conditions de travail et de rémunération dans le chantier brestoïse et appelle la population à leur apporter son soutien pour mettre la Direction devant ses responsabilités dans ce conflit.

LOIRE-ATLANTIQUE

Après 64 jours de grève, les dactylos codeuses de l'INSEE obtiennent satisfaction

L'introduction de l'informatique dans les services de l'INSEE, est à l'origine de ce conflit qui a débuté le 7 janvier. Les 48 dactylos codeuses de l'Atelier de saisie qui travaillaient 7 heures par jour sur un clavier à écran réclamaient une réduction du temps de travail en raison de sa pénibilité due à un accroissement de la fatigue visuelle. Après une grève de 64 jours, les dactylos ne travailleront désormais que 5 h 30 devant l'écran. Et même si cet accord n'est signé que pour 6 mois, il est difficile d'envisager un retour en arrière de la direction. En effet malgré le petit nombre de grévistes (48 personnes à l'Atelier de saisie, sur 450 au centre de Nantes) l'action a pu se poursuivre grâce à la solidarité et au soutien unitaire CGT-CFDT. Des collectes dans la métallurgie nantaise ont été un succès: dès la 4^e semaine de grève, les fonds de solidarité atteignaient 90% de la perte de salaires.

Un événement important dans la vie sociale du département grâce à l'unité syndicale.

13-14 JUIN/BREST/FÊTE DU PEUPLE BRETON / 13-14 JUIN/BREST/FÊTE D

NOUGARO - QUILAPAYUN - BASHUNG - IDIR - Cinéma breton - BD - Débats - Ro

DE NANTES A BREST



CÔTES-DU-NORD

Saint-Brieuc: règlements de comptes à Centribéton

Cela gronde à Centribéton, à Langueux. Il s'agit d'une usine employant plus de 60 personnes, appartenant à la fameuse famille Renault, l'une des plus riches de Saint-Brieuc, qui détient entre autres les carrières de la côte aux Roux, une menuiserie à Plérin, une centrale à béton au Légué. Un petit empire si l'on ajoute l'immobilier: du terrain autour de l'Euromarché, des immeubles...

La pièce se joue en trois actes:

Premier coup de théâtre: le vendredi 13 février, huit conducteurs de «Fenwick» bloquent la porte. Deux de leurs collègues ont eu leur prime retirée, sans motif. Après deux heures, la direction cède.

Deuxième coup de théâtre: le lundi 16, la direction apprend aux conducteurs que la classification demandée est rejetée. Peu après, la porte de Centribéton est à nouveau bloquée. Un premier huissier arrive; il y en aura trois en tout.

Ça s'étend: le personnel demande par la même occasion la révision des classifications pour l'ensemble de l'entreprise. Refus le personnel de fabrication se joint à la lutte.

Le lendemain, l'inspecteur du travail est là. On discute: les «Fenwick» seront déplacés, mais un piquet de grève est toléré. Il sera là, le lendemain encore, pendant que le personnel CGT, la direction et l'inspecteur du travail négocient.

A 13 heures, on apprend que la direction cède sur les primes et sur les classifications. A 13 h 30, tout le monde reprend le travail, c'est la victoire. Apparente?

Troisième coup de théâtre: la direction contre-attaque en envoyant des lettres à six conducteurs. On y parle de licenciement! Chacun, ensuite devra recevoir une leçon de morale de la direction.

En fait, les licenciements sont évités, mais la direction porte plainte pour entrave à la liberté du travail et aussi pour «coups et blessures».

Pourtant, le blocage de la porte n'a guère empêché la fabrication et personne n'a eu connaissance de bagarres...

Curieux, n'est-ce pas?

ILLE-ET-VILAINE

Fougères: Vingt emplois en moins à Ouest-Optique

La Société Ouest-Optique a décidé la suppression d'une vingtaine d'emplois par le biais de licenciements économiques de départs volontaires et de mises en pré-retraite.

Pour la direction la baisse de 7% du marché est à l'origine de ces mesures. Cependant, le syndicat CFDT de la Métallurgie n'accepte pas cette fatalité, l'entreprise ayant connu une progression constante jusqu'à l'année dernière: un chiffre d'affaire multiplié par 3,5 en 4 ans et un effectif passé dans la même période de 90 à 127 salariés.

MOR-BIHAN

Vannes: 57 licenciements à la SAEG

La Société d'exploitation de la SAEG de Vannes vient d'informer son comité d'entreprise du projet de licenciement touchant 57 travailleurs. Déjà quelques lettres sont parties, pour les autres, il faudra attendre l'autorisation de l'inspecteur du travail car ce personnel a plus de deux années d'ancienneté dans l'établissement.

Cette entreprise du bâtiment qui emploie 225 salariés s'ampute ainsi d'une part importante d'un personnel qualifié qui va grossir les rangs des chômeurs vannetais. La CFDT refuse ces licenciements et exige que tout soit mis en œuvre pour qu'une solution soit trouvée pour les éviter.

Centre FPA de Quimper: Grève du personnel pour la défense du service public

A l'appel de l'intersyndicale CGT-CFDT FO du Centre FPA de Quimper, le personnel a effectué un arrêt de travail le 5 mars pour protester contre l'orientation générale de la nouvelle loi sur la formation qui vise à confier aux employeurs la maîtrise de la formation professionnelle.

Ces nouvelles mesures se traduisent par le développement de l'éducation concertée et l'envoi en stage en entreprise de 200.000 jeunes des lycées d'enseignement technique. Ceci menant directement à une diminution des candidats potentiels à un stage FPA et à l'entrée en force du patronat dans le dispositif national de la formation.



Brest: Suppressions de classes au Lycée d'Etat de Kerichen

Les dernières directives du Rectorat annoncent la suppression d'une classe de première C et d'une classe de terminale A dès la prochaine rentrée au lycée d'Etat de Kerichen. Les professeurs et les parents s'élèvent contre ces décisions et réclament de l'enseignement qu'il soit doté des moyens que mérite ce service public, car que deviendront les élèves «excédentaires», sur quels critères seront-ils acceptés ou refusés et vers quels établissements seront-ils refoulés?

L'ensemble du Conseil d'Etablissement, en séance extraordinaire a adopté une motion de protestation contre ces mesures qui mènent à l'inégalité de chances pour des élèves qui seront quarante par classe à la rentrée prochaine.



«Les Oui-dire du Méné» sortie du premier numéro

Le premier numéro des «Oui-dire du Méné» est sorti. Il s'agit d'un journal parlé qui diffuse des informations sur la région, des interviews, des chants et de la musique du Méné et du pays Gallo, des rubriques en gallo...

Ce journal mensuel enregistré sur cassettes est vendu par abonnement.

(«Les Oui-dire du Méné», Comité d'expansion du Méné, 22330 St-Gilles du Méné).

U PEUPLE BRETON / 13/14 JUIN/BREST/FÊTE DU PEUPLE BRETON

ck - Fest-nos - Théâtre, 20 F pour deux jours

Vignette + auto-collants
à UDB, BP 304, 29279 BREST CEDEX



SUR LE FRONT DE LA FIÈVRE APHTEUSE...

OÙ L'ON FAIT DES COMPARAISONS AVEC LA MARÉE NOIRE

On se souvient du déroulement désastreux de l'épizootie de fièvre aphteuse de 1974; aussi celle de ce mois de mars 1981 pouvait légitimement susciter de vives inquiétudes; de nouveau, il faut abattre des bêtes; de nouveau, on met en place des cordons sanitaires; de nouveau on vaccine à toute allure. Le Peuple Breton a rencontré des techniciens des Services Vétérinaires envoyés sur place précisément pour procéder à ces vaccinations; ils sont extérieurs au département des Côtes du Nord et ils parlent des conditions dans lesquelles ils opèrent.

Q: Quelle est l'ambiance sur place? Comment vous a-t-on accueillis?

R: On a été en fait dans des périmètres où on n'en parlait même pas; les cas de fièvre aphteuse, on les connaît par les journaux. Dans l'ensemble, l'accueil était bon, on n'avait pas l'impression qu'il y avait crainte. Quelquefois, les gens étaient surpris de nous voir arriver si vite.

Cependant, c'est révélateur, de l'ampleur de la crise porcine. On nous a dit, par boutade, et avec amertume: «Vous venez vacciner contre la fièvre aphteuse, si vous pouviez l'amener!» Ce n'est pas à prendre à la lettre, bien sûr, mais ça montre à quel point certains se sentent enfermés dans une situation sans issue.

Q: Qui travaillait sur place?

R: Sur place, au départ, il y avait des agents des 4 départements de la région de programme, après, il en est venu d'un rayon plus large, de Normandie, de la

Sarthe... Le jeudi, on nous a réunis, on nous a dit: «demain, à 9 h à la gendarmerie de Lamballe». Tous les agents disponibles ont été requis: la DSV est divisée en deux services: la Santé Animale et l'Hygiène Alimentaire (inspection en abattoirs, points de vente, criées...) Mais il y a quelques temps, le ministère de l'Agriculture a regroupé les services, ce qui lui est utile en cas de coup dur. La formation en Santé animale n'est pas appropriée parce que c'est un secteur que le pouvoir veut brader au privé.

Q: Quelles étaient l'organisation, les conditions de travail?

R: Sur le plan de l'intervention, on a tenu compte apparemment des erreurs de 74. Il n'y a pas eu de grande pagaille. Seulement des détails: il est arrivé que deux équipes soient envoyées dans une même exploitation, mais dans l'ensemble il y a eu intervention rapide... On nous a donné des cirés jaunes, tout ce qu'il faut pour passer inaperçu auprès des bêtes; ça faisait dire: «Ils ont servi pour la marée noire, maintenant pour la fièvre aphteuse...» en attendant qu'on les envoie à Plogoff pour empêcher la contamination!

On travaille 12 h par jour. Le 1^{er} jour, on a fait plus. On est sur la brèche sans arrêt.

On ne sait pas dans quelles conditions on travaille; c'est à nous d'avancer l'argent de l'hôtel, des repas... Pour ceux qui ne vont pas à l'hôtel, l'hébergement est vraiment mauvais; il n'y a pas de lumière dans les douches après avoir travaillé toute la journée dans les porcheries.

Est-ce que nous serons payés en heures supplémentaires? C'est inconnu. Les services officiels parlent de récupération en temps: ça les arrange, la surcharge de travail tombant sur ceux qui restent. Il y a une revendication syndicale pour les heures supplémentaires, et la récupération.

Ce n'est pas un travail épanouissant mais, pour le maintien de l'emploi dans nos services, on tient à montrer qu'on

est capables de faire aussi bien que les vétérinaires. Un vétérinaire touche 1500 F pour une journée de 12 h. En 74, ils étaient payés à la bête; ça pouvait faire de bonnes journées: des chiffres de 3000 à 4000 F sur un jour ont été avancés.

Q: Pourquoi cette nouvelle épizootie?

R: Nous ne savons pas précisément l'origine.

Ce qu'il faut dire, c'est que si, pour l'intervention, on a tiré des leçons de ce qui s'est passé en 74, il n'en va pas du tout de même pour la prévention. Il faudrait étendre la vaccination systématique hors des périodes de risque comme celle-ci aux porcs, ovins et caprins; seuls actuellement les bovins sont vaccinés systématiquement une fois par an (sauf dans le Finistère pour des raisons commerciales: certains pays importateurs exigent des bêtes exemptes d'anticorps aphteux, ayant séjourné dans une zone non-vaccinée. Géographiquement, le Finistère est placé pour cela).

Cette demande de vaccination étendue est formulée depuis pas mal de temps par pas mal de gens, dont le directeur du département vétérinaire de l'INRA.

Par ailleurs, les organisations de producteurs réclament un contrôle plus rigoureux de la circulation des animaux et des viandes.

Actuellement les vétérinaires exercent un monopole dans les prises de sang, les vaccinations; les tuberculinations. Beaucoup de producteurs sont favorables à ce que ce travail soit effectué par des fonctionnaires et non par un secteur privé doté en même temps d'un mandat sanitaire.

Il conviendrait de redéfinir les dispositions prophylactiques en les dégageant de l'empire de l'argent; que les vaccinations soient effectuées de façon plus large par un personnel plus nombreux comprenant les techniciens des services vétérinaires.

PONDAVEN & TANGUY

18, place M.-Gillet - Brest
(église St-Martin - Tél. 80.66.19)

Toutes transactions immobilières
Membre de la FNAIM
Conditions particulières aux lecteurs
du Peuple Breton



BRULERIE DU LEON

88, rue Jean-Jaurès - BREST - Tél. 44.34.86
NOS SPECIALITES DE CAFES FINS



SNACK-BAR

Place de la Liberté
Téléphone : 80.19.19
Ouvert de 12 h. à 24 h.



SNACK-BAR

RECOUVRANCE
Téléphone : 45.08.50
Ouvert JOUR et NUIT

BAILLY BLANDEAU



OPTICIEN

DIPLÔMÉ

114 bis, rue Jean-Jaurès
29200 BREST - Tél. (98)44.12.63



Meubles HO-TY

17, rue Jean-Jaurès et rue Saint-Saëns - BREST

Décoration style et moderne - tissus - cuisines aménagées

UN CADAVRE DANS LE PLACARD

F. Kerfraval.



En quittant, comme je l'espère, son appartement de fonction le 26 mai prochain, le locataire de l'Elysée laissera-t-il un cadavre, ou plus, dans son placard ? Celui de Philippe Maurice et peut-être ceux des autres guillotins en puissance qui attendent dans les prisons.

Choisir la vie ou la mort, et laisser passer une élection pour l'annoncer : voilà un nouveau et triste gadget giscardien.

En a-t-il fallu des conciliabules et des arguties dans le cénacle présidentiel pour imaginer cette mort à retardement ou cette grâce post-électorale, pour décider de ne pas dire ce qui aura été décidé.

En faut-il de la froideur et du mépris pour laisser un homme, fut-il un assassin, savoir que la décision est irrémédiablement prise de le tuer ou de le laisser vivre et de ne lui en rien dire !

En faut-il de la démagogie et du machiavélisme pour oser dire que sa démarche est destinée à éviter toute exploitation électorale alors qu'elle vise précisément à ne s'aliéner aucun

suffrage ; à ne pas choquer les agneaux du troupeau en faisant couler le sang ; à ne pas frustrer les chacals de la bande en leur retirant une proie.

Il sera donc dit que Giscard aura pratiqué jusqu'au bout l'art de l'esquive et les voluptés de la tartuferie. Jusqu'à la dernière limite du temps qui lui fut donné pour présider les Français. Jusqu'à la dernière limite de ces vies d'hommes qu'il peut, en conscience, interrompre ou laisser durer.

Il sera donc dit que Giscard aura refusé d'assumer une décision aussi fondamentale que celle de gracier ou de laisser mourir un homme. En souverain jaloux de ses pouvoirs mais incapable de courage politique.

L'habileté d'une intelligence perverse lui permet de concilier, le temps d'une campagne, l'eau et le feu ; de trouver, pour une poignée de voix, un « juste milieu » entre la vie et la mort. Mais, cette vilaine affaire le confirme, qu'un tel homme est dangereux pour la démocratie.

Petites Annonces

Nous signalons que ces annonces sont gratuites pour tous nos compatriotes à la recherche d'un travail. De même nos adhérents et sympathisants qui nous signaleront des offres d'emplois en Bretagne pourront bénéficier de la gratuité de l'insertion.

DEMANDES D'EMPLOI

Jeune homme 21 ans, BTAO, jardins-espaces verts, certificat conseiller technique de vente en horticulture, et produits phyto-sanitaires, cherche emploi en Bretagne. Accepte place de représentant (permis VL).

Ecrire à Christian Goyer, 32, rue Charles Lévêque — 29160 Crozon.

Breton 34 ans, licencié en philosophie et en histoire, diplômé en documentation, revenant dans son pays (Nantes) en juin, recherche tout emploi en accord avec sa formation.

Xavier Loiret, 47 bd du Montparnasse, 75006 Paris.

BAR LE SÉAC'H

TABACS - JOURNAUX - LOTO
20, Place Saint-Corentin

29000 QUIMPER
Tél. 95.09.25

tous les événements heureux

Jean Alain Proust

— IMPRIMEUR —

11, RUE DE LA FRATERNITÉ LESNEVEN

Tél. 83.00.77

CEST
VRAIMENT
CHOUETTE
DE VOUS
AVOIR PARMI
NOUS



LAK
ATAO
bar

Tél. 44.49.84

Halles St Louis BREST

Art et Musique

Daniel Paris, artisan luthier

2, rue du Couëdic - 29200 BREST

Téléphone : 80.47.41

Ventes - Réparations instruments
de musique

RADIO - U.D.B.
Tel. (16.98) 80.18.47



188, rue Jean-Jaurès - BREST

Toute l'Audio-Visuel
Magnétoscope - Caméra
Duplication - Location
Transfert - Télécinéma

Téléphone : 44.32.79 et 44.84.65



Seznec-Merlet

Maison fondée en 1869

PRÊT-A-PORTER - COUTURE

1 & 3, RUE KÉRÉON
29000 QUIMPER
Téléphone : 95.15.72

Les pays de l'Est et nous

Œuvrer pour l'autonomie socialiste de la Bretagne, c'est aussi réfléchir sur ce socialisme pour lequel nous luttons, une réflexion que nous devons mener sans a-priori mais aussi sans complaisance. Le problème se pose toujours de savoir si nous avons un modèle de socialisme, et nous répondons invariablement par la négative, en disant que c'est aux travailleurs bretons qu'il appartient de construire le socialisme en Bretagne, et qu'il n'est point besoin de modèle pour ce faire.

Mais la lutte actuelle pour le socialisme en Bretagne passe nécessairement par une critique de socialisme existant, afin que les expériences, fussent-elles négatives, menées par le mouvement ouvrier international, enrichissent nos luttes et renforcent la cohésion de la classe ouvrière en Bretagne, aujourd'hui la plus importante dans notre pays.

C'est dans cette optique que le PB ouvre aujourd'hui ses colonnes à 2 élus UDB qui viennent d'effectuer un voyage en RDA (Allemagne dite de l'Est): Yann Daumer, adjoint au Maire de Brest et Joël Guégan, conseiller municipal de Lorient.

Bien sûr, les réflexions qui suivent ont un caractère d'analyse partielle et ça n'est pas en quelques lignes que l'on définit le socialisme.

Le débat est donc ouvert en espérant que les polémiques inutiles puissent être évitées.

D'ailleurs, il serait intéressant que d'autres lecteurs du PB puissent nous parler du socialisme dans d'autres pays comme l'Algérie, Cuba ou, pourquoi pas, en RFA ou ailleurs...

La parole est à nos lecteurs.

P.B.

CHOSSES VUES EN R.D.A.

DES militants de l'UDB ayant une activité suivie dans le cadre de l'Association France-RDA, j'ai été contacté — ainsi que Yann Daumer — pour participer à un colloque consacré aux problèmes de l'urbanisme en RDA.

L'actualité internationale, et d'une manière plus précise le risque d'intervention de l'URSS en Pologne (aidée par l'armée de la RDA éventuellement) pourrait nous amener à une réserve «frileuse» par rapport à un pays qui reste dans une ligne très orthodoxe par rapport à la «patrie historique du socialisme». Cependant, sans prétendre donner une position définitive et simpliste sur la pratique du socialisme dans ce pays après un voyage d'une semaine, il paraîtrait malhonnête de ne pas dire ce que j'ai vu, simplement vu.

Tout d'abord, franchement l'accueil qui nous a été réservé nous a étonnés. Certes, on peut dire que, même quand on visite une centrale nucléaire on est bien accueilli! C'est vrai. Mais dans le cas présent, l'organisation précise jointe à une grande tranquillité et un humour un peu inattendu chez les «Prussiens» comme ils disent eux-mêmes en rigolant — donnaient aux contacts avec les organisateurs de notre voyage une efficacité et une franchise réelles. Chacun d'eux n'hésitait pas à examiner ce qui était réussi et ce qui ne l'était pas, à son point de vue.

Ma connaissance, pas encore trop ratatinée de la langue allemande, m'a permis des discussions un peu plus personnelles avec nos interlocuteurs (ingénieurs, techniciens, travailleurs à tous les niveaux). La simplicité «pépère» à l'allemande — très semblable d'ailleurs à celle qu'on trouve à l'ouest — ou bien, dans une autre gamme (personnels des restaurants par exemple), l'attention soutenue vis-à-vis des autres, contribuant à un rapprochement aisé. Un contact avec un de mes oncles (ancien prisonnier marié avec une allemande de la région de DRESDE) m'a été facilité dès le premier jour avec une efficacité souriante qui m'a touché!

Pour en venir à l'objet principal de notre voyage, nous avons visité des quartiers neufs, des quartiers rénovés, des appartements types, des écoles, des équipements culturels et sportifs. Des plans de quartier, et des rapports présentés par des Allemands ou par des membres de notre délégation (7 membres du PC, un du PS, deux de l'UDB), ont servi de base à des discussions approfondies et très franches.

Manifestement, la RDA fait des efforts considérables pour la construction. Des ensembles très importants comportant systématiquement **dès le début de la création du quartier** les équipements commerciaux, scolaires, culturels, sportifs et de santé. Par contre, et les Allemands en sont tout à fait conscients, l'effort actuel porte plus sur la quantité que sur la qualité (par exemple au plan de l'architecture des habitations: une trop grande uniformité sévit très généralement, même dans les ensembles récents). Quant aux quartiers rénovés, nombreux, bien que souvent plus coûteux que des constructions neuves, ils montrent à la fois la volonté de conserver à tout prix ce qui peut l'être (à la fois pour augmenter la quantité de logements disponibles et pour conserver le témoignage d'une architecture plus ancienne, comprenant différents styles).

Les nombreux exemples analysés m'ont convaincu qu'une démarche réellement démocratique accompagne toute construction, ou toute rénovation. Les situations individuelles donnent lieu à des mesures très attentives: on laisse par exemple un appartement assez vaste à une

grand'mère qui y a élevé ses enfants et qui souhaite y rester, même si d'autres familles manquent un peu de place à côté... Ailleurs, on fait souvent moins de sentiment, ou moins d'efforts, pour tenir compte du point de vue de la population. L'effort continu et systématique pour l'amélioration des techniques nous a également été démontré en plusieurs occasions.

Par ailleurs, sans parler du nombre et de la qualité d'installations sportives et des résultats obtenus... ce qui m'a frappé c'est aussi la somme d'efforts (budgétaires et intellectuels) consacrés à la culture. Un seul exemple, le Palais de la culture de Karl-Marx-Stadt comporte un grand nombre de salles dont la plus grande offre une variété étonnante de possibilités (différentes scènes, différents planchers, équipements audiovisuels perfectionnés...). Cet équipement, associé à un hôtel important et confortable a été entièrement réalisé par une entreprise locale et sa construction décidée localement. Comme quoi le centralisme démocratique peut permettre aussi une large marge de manœuvre et d'initiatives.

Enfin, différentes constatations simples (effectif de 18 enfants par classe de maternelle, loyers très bas: absence totale de chômage...) montrent bien que, quelles que soient les réserves des uns et des autres, justifiées ou non, le socialisme ce n'est pas seulement l'épouvante que radio-Giscard et Télé-Giscard nous décrivent chaque jour.

Joël Guégan.

2 straed ar Roue
Gralon

levriou pladennoù
arz keltiek



2 rue du Roi
Gralon

livres, disques
art celtique

kemper - Tél. 95.42.82

UN SOCIALISME PRUSSIEN...

La RDA, l'Allemagne de l'Est comme on dit, cela évoque mon adolescence et me rappelle la guerre froide, le Mur de Berlin, le « mur de la honte », comme on l'appelait il y a 20 ans. Qui ne se souvient que dans certaines écoles de Bretagne, on faisait trembler les consciences enfantines sous la menace d'une invasion par les chars soviétiques, basés en RDA, et seulement à 5 heures de Paris, par la route. La détente a apaisé les esprits, sans effacer cependant l'image du spectre de la guerre...

L'Afghanistan, la Pologne, les J.O. de Moscou ont ravivé ces derniers mois le vent de la guerre froide.

Doit-on pour autant suivre le parti que nous proposent les grands médias de la presse capitaliste ? Doit-on au contraire considérer de façon mimétique que tout est chouette dans le monde socialiste ?

Non. La dernière chanson de Jean Ferrat, nous rappelle sans complaisance ce que furent, ce que sont encore, les Staliniens : cette chanson s'intitule « le bilan ». Il n'est pas « globalement positif ».

Car l'approche « globale » du groupe des pays socialistes ne veut pas dire grand chose, tant les disparités sont grandes d'un pays à l'autre, tant sont différentes les conditions de construction du socialisme ici ou là. Si le système politico-économique est commun, il ne faudrait pas croire pour autant que tous les pays socialistes se « ressemblent », pas plus d'ailleurs que les pays du bloc capitaliste.

Nous sommes donc allés en RDA pour y parler d'Urbanisme. Bien d'autres sujets ont suivi...

En arrivant à Berlin, capitale de la RDA, j'avais en pensée les images idéologiques souvent entendues ici : pas de voitures, les files interminables devant les magasins d'approvisionnement de l'État, la misère. Ça n'est pas ce que j'ai vu. Beaucoup de familles ouvrières ont leur voiture personnelle, les biens de consommation courante s'achètent sans problème. Par contre les produits « de luxe » sont plus difficiles à trouver.

Nous avons séjourné à Berlin, puis à Karl Marx Stadt, au Sud de la RDA, dans cette région où précisément, naquit Karl Marx.

La RDA est issue de la zone soviétique d'occupation de l'Allemagne après la défaite nazie. Un pays dévasté, qu'il a fallu entièrement reconstruire. La dette de guerre payée aux soviétiques a été bien plus lourde que celle payée par la RFA aux alliés occidentaux : **« pendant 18 ans, la dette a été payée, nous ne devons plus un sou à personne »** nous confie avec une certaine fierté le Président de l'Association RDA-France.

L'effort de construction a été considérable : en 20 ans, 1,2 millions de logements ont été construits et le programme se poursuit à la cadence de 100 à 200.000 par an. L'objectif : donner à terme un logement décent à chaque famille ouvrière.

Ici, la plupart des logements sont la propriété de l'État, qui les loue à des tarifs tout à fait préférentiels : la part du loyer et des charges locatives dans le budget d'une famille ouvrière n'excède pas 4 à 5 %. Nos HLM sont loin derrière !

La propriété privée existe. Elle concerne le pavillonnaire surtout ou des immeubles anciens que l'État récupérera tôt ou tard pour une bouchée de pain. Les lotissements sont



Le Peuple Breton

Discussion animée à Karl-Marx-Stadt

réalisés par des coopératives ouvrières ou des comités d'entreprise, qui bénéficient de prêts avantageux. Mais la politique de l'État reste largement axée sur les collectifs, qui constituent plus de 80 % du programme des logements.

Les immeubles collectifs se retrouvent par milliers, semblables à ceux que l'on connaît chez nous, plus modernes parce que plus récents. Leur conception est bien étudiée, et les logements sont confortables. Il faudrait voir avec le temps... L'urbanisme, ici, est marqué du sceau du pouvoir ouvrier, car le Centre-Ville comporte de très nombreux logements ouvriers par opposition à ces centres bourgeois que nous connaissons trop, et qui rejettent les travailleurs et leurs familles à la périphérie de nos grandes villes.

Les collectifs sont agencés par groupes d'immeubles qui forment de véritables unités de vie. On y retrouve les écoles (1 maîtresse pour 10-12 enfants dans les maternelles), les magasins d'alimentation, les salles de repos et de lecture, des aires de jeux pour les enfants... et la Maison de Retraite pour ceux qui ne peuvent vivre seuls dans un logement, mais qui pourront vieillir au sein de leur quartier.

On est frappé aussi par l'abondance du personnel dans les secteurs de la vie éducative, sociale, culturelle.

Les vieillards, loin d'être rejetés dans ces hospices que nous connaissons trop comme « mouroirs » sont ici très considérés. Ce ne sont pas des improductifs, des « non-actifs », ce sont au contraire des « Vétérans du travail ». Et croyez-moi, c'est vraiment mieux !

À côté de ce secteur moderne du bâti, on retrouve des secteurs entiers de réhabilitation de quartiers anciens, magnifiquement agencés. C'est d'ailleurs ici que l'on trouve les petits commerces et les voies piétonnes, qui contrastent avec les grandes avenues aérées, les grands espaces verts du bâti moderne.

En RDA, il n'y a pas de chômage. Ce petit pays de 17 millions d'habitants a une pénurie de main-d'œuvre. Très fortement industrialisé, la classe ouvrière y est

largement prioritaire : les emblèmes ne sont pas ici le marteau et la faucille traditionnels, mais le marteau et le compas. Si le sous-sol est assez pauvre à l'exception de certains minerais comme la lignite, l'industrialisation repose principalement sur la transformation des matières premières. Les responsables rencontrés reconnaissent d'ailleurs que leur indice de croissance (augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs et rendement de la production), le plus fort des pays socialistes, tient davantage à leur matière grise qu'à leur sous-sol !

S'il n'y a pas de chômage en RDA, il n'y a pas non plus d'inflation : depuis 20 ans, les prix sont restés les mêmes, les élévations du prix des importations sont régulièrement compensées par l'État.

Pour pallier sa pénurie de main-d'œuvre, la RDA passe avec d'autres pays socialistes, l'Algérie notamment, des contrats de formation de cadres de 3 ans en moyenne.

Ne connaissant ni le chômage, ni l'inflation, le niveau de vie croît régulièrement. Le pays est agencé sous le signe du travail et des travailleurs. Le SED, parti socialiste unifié d'Allemagne, n'est pas un parti unique, mais il domine nettement le front du pouvoir.

Bien que la direction du Parti et de l'État soit désormais collégiale, l'ancien secrétaire général toujours à la direction, Erich Honecker, est encadré dans la plupart des établissements que nous avons visités. Pourtant, on ne le perçoit pas comme ce culte de la personnalité trop souvent décrié dans les pays occidentaux... pourtant mal placés sur ce chapitre !

Le Parti est présent à peu près partout. Les insignes fleurissent toujours aux boutonnières, moins qu'autrefois paraît-il. Si les délégations étrangères restent bien encadrées, chacun peut trouver sa liberté de voir et de visiter sans trop de difficultés cependant.

Quant à la question nationale allemande, c'est un sujet, sinon tabou, du moins très proche de l'épiderme. Les mémoriaux anti-fascistes et anti-nazis fleurissent partout, et à

en croire les inscriptions murales et les déclarations: «plus jamais une guerre, ne partira du sol allemand». Le terme même d'«Allemagne» n'est pas très apprécié ici, et si l'on nous parle plus volontiers de l'État Allemand, c'est moins parce qu'il est allemand que parce qu'il est État, au sens le plus marxiste du mot.

La Nation allemande n'est pas Une et Indivisible. Elle est 2 et divisée. Un responsable, historien du Parti, nous a même dit qu'il y avait désormais une nation socialiste allemande; quant au géant voisin et frère, la RFA, quand bien même elle deviendrait socialiste à son tour, le problème de la réunification n'en paraîtrait que plus évident. Mais on a entendu des propos plus nuancés comme celui-ci: «Nous sommes des citoyens de RDA de nationalité allemande»... on le voit le problème n'est pas résolu, même au niveau théorique.

La coupure de l'Allemagne est le fruit de la défaite. La RFA, soutenue par ses alliés occidentaux, a inscrit dans sa Charte Fondamentale le principe de la réunification des 2 Allemagnes, sur la base de la Grande Allemagne, de 1937, celle d'Hitler. D'anciens nazis y prospèrent aujourd'hui en toute tranquillité. En RDA, les anciens nazis ont été pourchassés à tous les niveaux. On dit même que ce sont les Russes qui auraient mis un frein à ce processus de répression difficile à arrêter, car il est peu de familles qui n'aient été contaminées par la bête nazie.

«Pouvait-on exterminer tout un peuple?» me confiera une vieille militante communiste des années 30. Difficile, en effet...

Le problème des libertés individuelles ou collectives n'a jamais été posé pour la RDA en terme de «goulag», ni d'hôpitaux psychiatriques. L'accès au pays capitalistes n'est autorisé qu'aux retraités, sans retenue, ceux qui ne sont plus productifs. Séquestration des malheureux allemands de l'Est? Pas vraiment, mais sûrement une grande curiosité à visiter les pays capitalistes voisins, d'autant que la RFA ne se lasse pas d'offrir sa vitrine aguichante en produits de luxe made in USA par la radio, la télé. Et puis, l'Ostpolitik a permis aux allemands de RFA de rendre visite à leurs familles de RDA. Pourquoi pas le contraire? La question appelle des réponses diversifiées et contradictoires.

Sans doute, alors que dans les années cinquante, les frontières étaient encore ouvertes, l'hémorragie — des cadres, des anciens nazis, d'une petite et moyenne bourgeoisie apeurée — a-t-elle menacé la survie de la jeune République qui restait à reconstruire totalement.

Mais aujourd'hui le pays est reconstruit, le niveau de vie des familles ouvrières s'aligne sans problèmes avec celui des pays capitalistes voisins. De plus, les échanges avec les pays socialistes, par avion, par train, par voiture, sont sans problème, et peu onéreux.

«L'accès aux pays capitalistes reste comme le fruit défendu» me confiera un jeune militant communiste.

J'ai visité les 2 pays. Certes, la RFA est infiniment plus riche que la RDA bénéficiant d'un apport de capitaux américains fantastique. Les militants politiques et syndicaux y sont pourchassés par les interdicts professionnels, et puis l'affaire Baader et le reste...

Entre la République ouvrière de RDA et la république capitaliste de RFA — dirigée par le SPD — j'ai le sentiment d'une grande différence. Toutes deux ont bien réussi leur examen de passage: la RFA dans le système capitaliste, la RDA dans le système socialiste.

POLOGNE : UN TÉMOIGNAGE



Le Peuple Breton

Négociations à Gdansk. A droite Jakielski, à gauche la délégation de Solidarité

En automne dernier, quatre Brestoises eurent l'occasion de se rendre en Pologne à un moment crucial de son histoire. Ces quatre Brestoises ne faisaient pas qu'un voyage «touristique» dans ce pays, puisqu'ils apportaient un soutien matériel au syndicat «Solidarité» qui venait de naître, sous la forme d'une ronéo dont ont grand besoin les ouvriers polonais. C'est dire que cette visite n'était pas neutre et ces Brestoises engagés dans leur propre pays dans un combat progressiste (l'un est militant de la CFDT, l'autre de la CGT et deux autres de «Culture et Liberté»), ont porté sur la Pologne un regard différent de celui de la presse bourgeoise occidentale. L'un d'eux, Jean-Paul Pinwidig, de «Culture et Liberté» confie aux lecteurs du Peuple Breton, ses impressions et son analyse.

René Abaléa.

P.B. Peux-tu dire quelle était la situation en Pologne quand vous y êtes allés?

J.P.P. Nous sommes arrivés en Pologne fin octobre, juste au moment où le Syndicat Solidarité se battait pour que ses statuts soient enregistrés par la Cour Suprême de Varsovie.

Mais il faut revenir un peu en arrière pour bien comprendre ce qui se passait cet automne en Pologne: les grèves ont commencé début juillet mais elles ont vraiment été coordonnées efficacement quand les chantiers navals de Gdansk se sont mis en grève. Ces grèves ont éclaté à la suite de hausses des prix de l'alimentation. Les premières grèves étaient spontanées, sauvages, et la politique du Gouvernement était d'accorder satisfaction mais usine par usine pour calmer les

esprits. Cette attitude de conciliation s'explique par le fait que la politique intérieure du Gouvernement polonais a été extrêmement répressive de 1970 à 1976 (avec intervention de l'armée et des centaines de morts). Depuis, le gouvernement perdait de plus en plus la confiance des travailleurs, et devant cette explosion de grèves, le gouvernement ne voulait pas céder à la tentation d'une répression violente de ces mouvements pour ne pas se couper définitivement du peuple polonais. D'où cette tactique d'apaisement en négociant usine par usine dans un premier temps, pour ensuite isoler les leaders syndicaux, grâce à une police secrète très efficace.

A partir du mois d'août, donc, le 14 août plus exactement, les chantiers navals se sont mis en grève avec une double revendication: réintégration de Lech Walesa et de Anna Valentinovitch, ouvriers licenciés, et augmentation salariale de 1500 Slotys. Cette grève de Gdansk a entraîné tout de suite plusieurs grèves dans la région. Le 16 août, les ouvriers des chantiers navals obtenaient satisfaction à leurs revendications auprès de la direction. Le mouvement de grève continuait dans les entreprises de moindre importance, qui demandaient aux ouvriers des chantiers navals de Gdansk de continuer la grève pour maintenir une pression et leur permettre d'obtenir également des résultats positifs. Cette grève de solidarité a duré jusqu'au 31 août. Le mouvement s'est organisé, avec l'élection d'un Comité Central de grève, une coordination et l'élaboration des fameux 21 points de revendication.

Les accords obtenus par les ouvriers de Gdansk n'avaient pas de consistance et de valeur juridique, puisque ces

accords n'engageaient que le gouvernement. Il fallait que le mouvement revendicatif lui-même ait une réalité juridique pour fonctionner comme partenaire social et être efficace comme moyen de pression légale. Le tribunal administratif appelé à statuer a accepté les statuts du syndicat «Solidarité» mais il y a rajouté le rôle prépondérant du parti et l'interdiction des droits de grève. «Solidarité» a fait appel et la Cour Suprême de Varsovie a accepté les statuts tels qu'ils étaient présentés par le syndicat qui accepte le principe du rôle prépondérant du parti dans les rouages de l'Etat, mais pas à l'intérieur du syndicat.

P.B. On a parlé de l'inexpérience de «Solidarité» en matière de luttes syndicales.

J.P. P. Les militants du syndicat «Solidarité» agissent au contraire avec une grande maturité. Ils ont affaire à une bureaucratie rigide qui prétend régenter la classe ouvrière. Et très vite la tension monte et on arrive rapidement à des moyens de lutte durs. Dans ces moments de crise, les ouvriers savent exactement jusqu'où faire monter le ton, ayant conscience du rapport des forces en présence. Car ce n'est pas simple, il y a aussi le danger soviétique.

P.B. le danger soviétique ?

J.P. P. Oui, et curieusement, ce sont les Polonais qui ont le moins peur d'une intervention soviétique. En tout cas moins qu'en France. Voici quelle est l'analyse des Polonais: tant que le parti communiste polonais (le P.O.U.P.) tiendra en main le pouvoir, et restera dans la ligne soviétique, les Russes n'interviendront pas. La puissance du P.O.U.P. est un élément de sécurité. Mais si les armées de pacte de Varsovie intervenaient, ce serait une mobilisation de tout le peuple et de l'armée polonaise contre les Soviétiques, un peu comme en Afghanistan. Le P.O.U.P. et le parti communiste de l'Union Soviétique ont eu des rapports souvent tendus au cours de l'histoire. Ainsi, en 1937, le Komintern dissolvait le P.O.U.P. (alors appelé P.O.P. (parti ouvrier polonais). A la libération, les armées soviétiques installent les communistes au pouvoir. Le parti, désormais «unifié» est divisé entre les éléments pro-staliniens et les nationalistes. Ces derniers sont éliminés ou emprisonnés. La déstalinisation provoque une crise en Pologne. Krouchtchev vient lui-même négocier avec le Plénum du Parti, dans une ambiance très tendue. La Pologne évite de justesse l'intervention armée soviétique (les chars étaient déjà en route...). Gomulka, à peine sorti des prisons staliniennes devient chef du gouvernement jusqu'en 1970. On voit donc qu'à certaines périodes, le parti communiste polonais a représenté un certain nationalisme face à «l'impérialisme» soviétique. Cette opposition trouve son fondement dans l'exploitation économique de la Pologne par l'URSS.

Aujourd'hui, tant que le syndicat «solidarité» ne prend pas le pouvoir et n'entre pas dans le jeu politique de la prise du pouvoir, la situation sera claire et les Russes n'interviendront pas. Voilà ce que disent les Polonais.

Mais je pense que ce que les Polonais ne voient pas, c'est la situation internationale. L'ensemble des relations entre l'URSS et les pays de l'Est est affecté par

le cas polonais qui peut être contagieux. Car si les syndicats polonais réussissent, ce sera une sacrée brèche dans l'édifice soviétique.

P.B. Que pensent les Polonais que vous avez rencontrés du régime sous lequel ils vivent ?

J.P. P. On a le sentiment très fort que ce régime bureaucratique est imposé de l'étranger. Ce régime vient d'ailleurs. Un exemple: les accords de Yalta prévoyaient un gouvernement d'union nationale en Pologne. En 1945, le maréchal Jounov invitait à Moscou les dirigeants des partis non-communistes pour une réunion de travail. On ne les a jamais revus! Ils sont morts dans les camps de Staline.

Parallèlement à ces événements se sont créés des conseils ouvriers, dans un moment de grande effervescence patriotique et révolutionnaire, juste après la guerre. Et la conjonction de ce mouvement populaire et de la montée des communistes au pouvoir a duré le temps de la reconstruction du pays. Dans cette entreprise de reconstruction toutes les forces vives et progressistes de la nation polonaise étaient parties prenantes, avec un rôle important dévolu au parti communiste polonais.

Pourtant, très rapidement eut lieu le divorce entre le peuple polonais et les instances dirigeantes. Le tournant fut très rapide jusqu'au début des années 50, il y avait 70.000 prisonniers politiques en Pologne.

Gomulka en 1956, Gierek en 1970 sont arrivés au pouvoir parce qu'ils étaient pour le peuple plus polonais que leurs prédécesseurs. Car chaque fois, au moment de l'arrivée au pouvoir de ces deux hommes, il y avait une authentique adhésion populaire.

P.B. Et Kania ?

J.P. P. Lui, pas du tout. On leur a fait le coup deux fois. Les changements de têtes ne font plus illusion. Ce sont les événements de 1976 qui ont fait évoluer les choses. Il y a eu en 1976 des révoltes ouvrières à la suite d'augmentations des prix alimentaires. Et ces révoltes furent très durement réprimées. Cependant, les événements dramatiques contribuèrent à la maturation du mouvement ouvrier, à la nécessité d'une solide coordination, à la jonction avec les intellectuels, notamment par la création du KOR (Comité d'Autodéfense sociale) qui se fixa pour tâche de soutenir concrètement les ouvriers victimes de la répression.

Ce qui se passe aujourd'hui en Pologne est un grand bouillement et une ébullition sociale constante à tous les niveaux. Par exemple, on assiste à la remise en cause du personnel hospitalier, et puis aussi à la remise en cause de la justice de la police secrète, par les paysans, les intellectuels, les employés. Pourtant, ils ne veulent pas entrer dans une lutte pour prendre le pouvoir. Ils veulent transformer directement la société. Ils ne revendiquent pas le pouvoir, ils veulent simplement changer leur vie. Et c'est tout un jeu d'équilibre.

P.B. La Pologne est-elle un pays socialiste ?

J.P. P. Ce n'est pas un pays socialiste, ou en tout cas, ce n'est pas vécu comme

tel par la classe ouvrière polonaise. Car la totalité du pouvoir est tenue par des gens étrangers au monde du travail. Il y a une grande coupure entre la bureaucratie dirigeante et le peuple. C'est vraiment caricatural: un salaire de bureaucrate de l'administration (qui est subordonnée au parti) est supérieur à celui d'un ouvrier de même niveau. L'appareil bureaucratique est aussi extrêmement centralisé. Il y a des magasins spécialisés où ne peuvent aller que les membres du Parti Communiste et ceux de l'Administration: c'est vraiment le pays d'UBU!

Il n'y a pas de liberté d'expression en Pologne, ni de presse, ni de réunion et pas de liberté individuelle. La censure est omniprésente. Ce manque de liberté et de moyens d'expression est vécu comme un grand obstacle au socialisme par les ouvriers. La campagne pour les droits de l'homme est différente à l'Ouest et à l'Est. C'est un peu une mystification à l'Ouest pour donner bonne conscience à la bourgeoisie et masquer les contradictions de l'impérialisme américain. A l'Est, cela a vraiment une signification révolutionnaire: que les courants d'idée puissent circuler et se développer, c'est ce qui est capital.

Le syndicat «Solidarité» se situe résolument dans le contexte d'un système socialiste pour lequel il se bat. C'est très clair sur ce point. Le socialisme étant pour «Solidarité», la propriété collective des moyens de production, un partage réel des produits du travail, une vie sociale solidaire et égalitaire, la liberté d'expression sous toutes ses formes.

P.B. Quel est le rôle de l'Eglise en Pologne ?

J.P. P. En Pologne, l'Eglise est un appareil ayant réussi à obtenir un modus vivendi avec l'Etat. Cette situation semble spécifique à la Pologne, car les Polonais sont majoritairement catholiques. Par rapport aux événements récents, l'Eglise polonaise cherche à maintenir ses intérêts, son statut et ses privilèges. La naissance d'un syndicat libre la relègue au 3^e rang. L'Eglise n'est plus l'interlocuteur privilégié du pouvoir, comme organisation représentative des intérêts du peuple polonais. Et elle avait ce rôle avant «Solidarité».

Les mauvaises langues disent que «les églises sont pleines en cas de crise, et vides en temps normal». Et c'est un peu vrai. L'Eglise elle-même est assez divisée: on entend des déclarations publiques assez traditionnalistes d'autorités religieuses et d'autres qui sont progressistes. Il y a donc conflit d'influence entre l'Eglise et «Solidarité». Ainsi, WALESA est très proche de l'Eglise, mais c'est loin d'être un cas général.

Contre la détermination des mouvements de grève, l'Eglise appelle à la modération en permanence (qu'on se souvienne des déclarations des évêques polonais en août et en décembre). «Solidarité» estime que les déclarations de l'Eglise sont des ingérences dans les affaires syndicales. Et pourtant, on l'a vu avec l'exemple de WALESA, l'influence de l'Eglise est grande à l'intérieur de «Solidarité».

L'HIVER A ÉTÉ CHAUD AU CERCLE POLAIRE...

Depuis décembre, les Lapons norvégiens se battent contre la construction d'un barrage qui, une fois terminé, va noyer la majeure partie des pâturages et des terres agricoles, ce qui condamne les Lapons à un nouvel exode et va changer définitivement leur mode de vie.

Le gouvernement norvégien confisque ainsi une zone qu'il n'a eu qu'à déclarer lui-même d'intérêt public. Les Lapons de toute la Scandinavie se sont mobilisés contre le projet et demandent l'arrêt des travaux.

D'ailleurs, ils ont campé en décembre et janvier sur le site convoité. La police est intervenue, confisquant le matériel de camping, expulsant et arrêtant violemment les manifestants. Les travaux ont repris sous la protection de la police.

Depuis, les Lapons continuent leur action en entamant des grèves de la faim et des procès; mais sans la solidarité internationale, ils n'ont aucune chance d'avoir gain de cause.

Leurs principales revendications dépassent largement le cadre écologique:

- arrêt immédiat du chantier
- convocation par le gouvernement norvégien du peuple lapon pour élire une assemblée laponne au suffrage universel.
- que la constitution norvégienne reconnaisse l'existence du peuple lapon.
- que le conseil lapon actuel, assemblée des chefs de villages soit dissous et remplacé par la nouvelle assemblée.
- que les manifestants condamnés soient relaxés.

G.C.C.

pb.service

Sous ce titre, nous ouvrons désormais une nouvelle rubrique de petites annonces *gratuites*. Nous voulons ainsi aider nos lecteurs à échanger, à trouver, à acheter ou à vendre différentes choses, ayant — de préférence — un rapport avec la Bretagne.

• Cours de breton, pour débutants, chaque semaine, à **Boulogne (92)** le lundi soir de 20 h 30 à 21 h 30, au Centre d'Animation de Boulogne 34, rue St Denis. (Françoise Le Tri, 603.84.85, heures de bureau).

• **Militants et sympathisants de l'UDB**, de la région de Ronen: réunion chez O. Sorel, 52, rampe St-Hilaire, Ronen; pour voir ce qu'il est possible de faire et de mieux faire sur le coin.

• Chansons:

— qui veut organiser un spectacle avec **Meic Stevens** cet été? Contacter: Association Breizh-Kembre, 2, rue du Roi Gradlon, 29000 Quimper.

— **Jean-Jacques Mel** le 4 avril, **Karma** le 9 avril au Memphis, Le Minchy-Tréguier.

— **Bill Keith**, à la MJC du Grand Cordel, à Rennes, le 24 avril.

— **Gaby Blues-Band**, le 5 avril, **Manu Lannu-hel** le 10, **Juke Blues Band** le 19, à Seizh-Avel, Confort (22).

• Folk Théâtre:

Tonseg-nif, le 24, à Jeizh Avel Confort (22).



CARAVANES RIGIDES-PLIANTES **CASITA**
CARAVANES RIGIDES **GEORGES et JACQUES**
DRAGONER - TESSERAULT

REMORQUES **FRANC**

BATEAUX en Kit **POLYMER**

VENTE - REPRISE - ACCESSOIRES
ENTRETIEN - HIVERNAGE

DIALOGUES

37, rue Louis-Pasteur
Centre Commercial Rallye Brest

Librairie - Disques



Associations,
Clubs sportifs professionnels...
« Vous avez besoin de tee-shirts
imprimés, sweat-shirts, pulls,
auto-collants, fanion »...

Une seule adresse :

Michel CAILLAREC
Création

*Le spécialiste du flocage et de
la sérigraphie en tout genre*

Le Frétay, BOQUÉHO
22170 CHATELAUDREN
Tél. (96)74.14.35



UNE
NOUVELLE BROCHURE :

**NON AU NUCLÉAIRE
CIVIL ET MILITAIRE**



11 F franco à : **Peuple Breton - BP 304 - 29273 BREST CEDEX**
aussi : **LA PÊCHE EN BRETAGNE : 8 F, même adresse**

SUR UN AIR DE: MAINTENANT...

The Clash



Le 8 décembre 80, **John Lennon** terminait une vie qu'il avait pourtant envie de recommencer en musique s'entend. Après un silence de cinq ans, il venait d'enregistrer avec **Yoko Onno**, un album où l'on retrouve à nouveau beaucoup de sensibilité. Et comme il avait l'occasion de le faire par le passé, il s'explique avec le public « Les gens disent que j'suis cinglé de faire ce que je fais... tu n'es sûrement plus heureux maintenant que tu ne joues plus le jeu » (watching the wheel) — 7 chansons de Yoko Onno, 7 chansons de John qui portent les marques d'une sincérité poignante en forme de ballade... éternelle.

De son côté **Lou Reed**, écrit son journal sous la forme de deux disques de compilation. 20 chansons qui vont de la période 67 à 80. J'ai eu beaucoup de plaisir à réentendre le Lou Reed des débuts (Waiting for the Man. Pale Blue Eyes. Rock and Roll. Héroïne) et beaucoup moins sa période depuis son avant-dernier disque « Street Hassle » — c'est comme dans un journal il y en a pour tous les goûts ou presque.

Beaucoup plus acide est la musique de **Thin Lizzy**. Acide et incisive. Ces quatre irlandais jouent un rock endiablé, plein de rythme. Du hard rock diront certains, mais sûrement pas façon Kangourou si vous voyez ce que je veux dire... moins lourd quoi!

On reste en Celtie avec les **Boomtown Rats**, eux sont 6 et Irlandais toujours. Leur nouvel album vient une fois encore d'ouvrir les frontières de la musique et en particulier du rock. Ce disque est plein de trouvailles et de recherches d'associations. Le premier titre « Mood Mambo » met dans l'ambiance. On est en pleine période de création et d'ouverture. Les groupes ne recherchent vraiment pas la facilité. Ils prennent du plaisir à créer. Profitons en, avant que tout soit à nouveau saupoudré de sucre et de strass.

Et le **Clash** a bien cette même attitude de créateur et de spontanéité. Après un très bon album (double) l'an passé, ils ne perdent pas une minute pour en réaliser un triple, qui restera comme un des meilleurs de l'année 80, avec celui de Bruce Springsteen.

Le **Clash** a une démarche politique claire. Issus de la classe ouvrière, ils luttent contre la bourgeoisie et les textes de Joe Stummer sont autant de manifestes. Cette année ce n'est pas pour rien qu'ils donnent « Sandinista » pour titre à leur album en hommage à la révolte des Sandinistes. Qui plus est, ces trois disques ne contiennent pas moins de 36 morceaux, 6 par face. On voyage du rock au reggae, du ska, au rock à Billy du punk au jazz. Ils vont jusqu'au bout de leur démarche en imposant à leur maison de disque (CBS) de vendre leur triple **70 F**. Pour ça, ils renonceront à leurs droits sur les deux cents premiers mille albums vendus. Il fallait le souligner. L'album du Clash est un reportage authentique et militant sur l'Angleterre d'aujourd'hui.

On changee un peu de spleen, pour retrouver un Écossais qui lui s'est sûrement plus embourgeoisé, **Rod Stewart**. Néanmoins, sa voix éraillée et chaude attire l'oreille et séduit. Et la « Passion » qu'il chante sur son nouvel album n'e me contredira en rien. Du rock, des ballades de quoi passer de très bons moments.

Pour terminer deux très bons disques où les instruments ont une place prépondérante et où la voix est le complément discret de cette musique: **Steve Winwood**, qui joue ici de tous les instru-

ments a réalisé un disque somptueux où les synthétiseurs ne donnent pas une atmosphère impalpable bien au contraire. La voix justement « humaine » le tout. Les aigris, bien sûr, y verront les séquelles d'un disco synthétique. C'est une bonne utilisation du rythme quand il est manipulé de cette façon (on est très très loin du tatapoum). Et enfin, **Steely Dan**, qui offre une musique qu'on aurait tendance à qualifier de parfaite, sachant que ça ne veut pas dire grand chose. Les meilleurs musiciens de studio et les « vedettes » ont fait le son de ce « Gaucho » saxs cuivrés, guitares enchantées, piano, batterie, voix le tout est bien ficelé. Une musique de club, quoi. Mais ficelé n'a jamais été synonyme de mauvaise qualité. D'accord!

Yann-Fanch Langoët.

John Lennon. Yoko Onno, « Double Fantasy », 99131 (Geffen Records dist. WEA).

Lou Reed, « Rock and Roll Diary » (Arista, AZL 8603).

Thin Lizzy « Chinatown », (Vertigo 6359 030 dist. Phonogram).

Boomtown Rats « Mordo Bongo » (Mercury 6359 042 dist. Phonogram).

Clash « Sandinista » (CBS 66363).

Rod Stewart « Foolish Behaviour », (Warner Bros 56865 dist. WEA).

Steve Winwood « Arc of a diver » (Island 6313 124 dist. Phonogram).

Steely Dan « Gaucho » (MCA Records 6102 dist. Arabella).

PAS CULTUREL ?

Nous avons reçu d'un groupe de filles, pensionnaires dans un internat de religieuses, le texte suivant. Nous le publions, pensant en effet qu'il est représentatif de ce que pensent beaucoup de jeunes dans leurs cas. « Le seul risque que nous courons, nous ont-elles écrit, c'est le renvoi définitif. A vrai dire, nous n'en serions pas fâchées... ».

Le pensionnat a gardé sa tendance conservatrice, en tous les cas chez les religieuses, qui est de faire valoir une certaine répression sur ses hôtes. Ceci s'est avéré une fois de plus, lorsque, mardi 3 mars à Pontivy, nous avons demandé l'autorisation d'assister à l'un des deux concerts que donnait Castelhemis en Bretagne. Autorisation que l'on se vit refuser après maintes tentatives de discussions. L'un des principaux motifs injustifiables étant: « Ce n'est pas culturel ».

Se trouver à quelques pas du Concert en question et se voir condamner à rester au lit,

croyez-vous c'est très difficile à supporter! Mais l'autorité suprême ayant décidé de toute autre façon, il était hors de question de revenir sur la décision prise. Il est vrai qu'il faut préserver la réputation de l'établissement et la vertu de ses jeunes filles... Et, oh malheur! si ces dernières s'engageaient un peu trop. Ceci ne fait pas partie des normes de la maison.

Or Castelhemis dans bon nombre de ses chansons, appelle à faire la paix. Un problème se pose donc, car c'est également un des objectifs de la religion chrétienne: auraient-elles alors raté leur vocation?

Nous n'essaierons pas d'établir un autre point commun entre ce chanteur de talent et nos biens pensantes. Ce fait apparemment si anodin nous semble cependant avoir son importance.

En attendant le prochain spectacle...



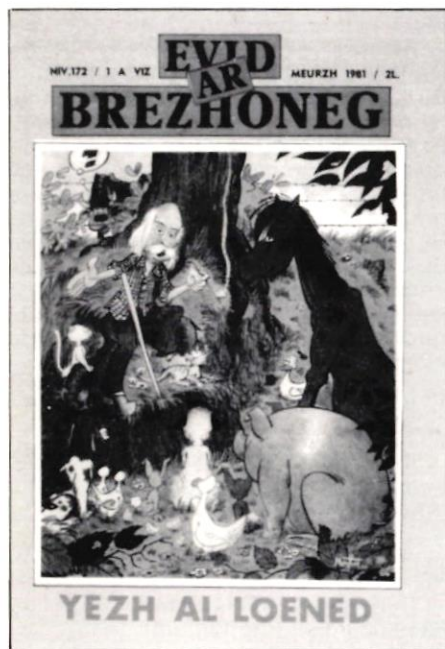
IMPRIMERIE DE L'IROISE

Rue François-Lettré, BREST - Tél. 02.28.74

OFFSET - QUADRICROMIE

Dépliants - Catalogues - Périodiques - Affiches

« EVID AR BREZHONEG », LA PLUS LUE DES REVUES EN LANGUE BRETONNE EST SOUS-TITRÉE EN FRANÇAIS



«C'est une revue qui ne devrait pas exister». Hervé ar Beg, qui y travaille comme permanent, situe ainsi le rôle assigné à «Evid ar Brezhoneg»: pallier le manque d'enseignement en langue bretonne. S'il paraphrase ainsi le président de Diwan, Reun L'Hostis («**Diwan ne demande qu'à disparaître**») ce n'est pas un hasard: les démarches sont parallèles. Rendre sa langue au peuple, en (re)-faire l'instrument quotidien de la communication, obtenir pour elle un statut social autre que marginal, résiduel, réservé aux vieux. Quand le but sera atteint, ces efforts sauvages en matière de pédagogie n'auront plus raison d'être!

Qui lit, alors «Evid ar Brezhoneg»? Essentiellement ceux qui apprennent le breton; le public principal est celui des cours. Avec, c'est vrai, moins d'assise populaire qu'au départ.

Le départ...: en 1973, Claude Henry, un jeune universitaire rennais, qui n'est pas issu du mouvement breton, mais qui a été

sérieusement remué (lui aussi), par le livre de Morvan Lebesque, lance un journal d'un type nouveau. Simple, court, bilingue, hebdo, c'est un extraordinaire succès, dès le départ. Claude Henry, en multipliant les réunions dans les CES et les lycées, touche plus de 700 élèves qui ont joué le rôle de collecteurs; résultat: 5000 abonnés dès la première année!

Depuis, les responsables de Evid ar Brezhoneg l'admettent, on a régressé: des gens qui investissaient beaucoup dans Evid ar Brezhoneg le font maintenant dans d'autres cadres, Diwan par exemple.

Il n'empêche qu'au bout de 167 numéros, EAB a touché à tout, ou presque: de la marée noire aux éboueurs de Quimper, d'Ouessant aux OVNIS ou aux loups, sans faire de vedettariat, en s'accrochant le plus possible à la langue parlée. En faisant, finalement, plus œuvre pédagogique, que journalistique.

Hervé ar Beg ne nie pas la difficulté qu'il y a à s'adresser par l'écrit à des gens — les bretonnants — qui dans leur majorité ne savent pas lire leur langue. Mais il estime que l'effort ainsi nécessaire trouve sa récompense dans une attitude qui devient plus «militante» vis-à-vis du breton. Il dit aussi que les gens de la campagne qui retrouvent de l'intérêt pour leur langue sont beaucoup plus aptes à admettre les néologismes que les néo-bretonnants intellectuels. Leur enthousiasme l'emporte largement sur le respect timoré des seconds...

Originalité de Evid ar Brezhoneg, le «sous-titrage» en français a fait, au début l'objet d'une sorte de dédain de la part de bretonnants lettrés qui ont estimé que ce n'était guère de leur niveau.

Mais les interviews de EAB peuvent en apprendre à tout le monde. Outil pédagogique, la revue peut être lue par n'importe qui.

J. G.

Evid ar Brezhoneg, BP 93, 22202 Guingamp-Cédex. Abt: 40 F, soutien 50 F, étranger 60 F.



FESTOÙ-NOS

● Le 4 avril

à Hanvec (29)

Fest-nos à la salle municipale avec Madec et Irvoas, Prouff et Thonin, Ronan et son accordéon. Organisé par Diwan-Daoulas.

● Le 11 avril

à Pluvigner (56)

Fest-nos avec Trouserien Mod Koh, Janvier-Birrien, Bihan-Kerdoncuff; Organisé par Diwan Auray.

● Le 25 avril

à St-Hervé Plougragan (22)

Fest-nos avec Sonerien-du; organisé par Diwan St-Brieuc.

● Le 9 mai

à Derval (44)

Fest-nos, salle municipale, avec Bethélians, Patrick Bardoul et tous ceux qui veulent jouer et chanter; organisé par l'ASCD.

Agence immobilière

A. BENIZE

6, rue de Glasgow - BREST

Toutes transactions

BAR

TABAC

MAMY-BLUE

au-dessus du siège national de l'UDB

12, rue A.-Kervern

BREST



peintre
en
lettres

48, rue du Dourjacq
29200 BREST
Tél.: 02.61.41

colin

chemisier habilleur

35, rue Jean-Jaurès, brest - t. 44.14.54

MEUBLES

Job Ar Gou

Breton - Rustique - Style - Contemporain

Cuisines sur mesure

LIVRAISONS GRATUITES DANS TOUTE LA FRANCE

Route de Perros-Guirec - 22300 LANNION - Tél. (96)37.45.35

EXPOSITION

LE MONDE OUVRIER EN ILLE-ET-VILAINE AU XIX^e SIÈCLE

Il faut féliciter le service éducatif des archives départementales d'avoir choisi ce thème en prise sur la réalité économique et sociale. Cela aide grandement le public à se familiariser avec ce service peu connu et contribue à lui faire jouer le rôle, qui est aussi le sien : restituer au peuple son histoire.

Car ce sont les grand-parents de certains d'entre-nous qui apparaissent dans ces 120 documents, choisis avec soin pour faire le survol de tous les aspects de la vie de l'ouvrier entre 1850 et 1914.

Certains d'entre-nous car l'exposition rappelle le caractère profondément rural de ce département où seuls Fougères (5400 ouvriers) et Rennes (3000) peuvent faire figure de centres industriels vers 1885.

Outre la faiblesse numérique ce qui est souligné avec à propos c'est la marginalisation de l'ouvrier :

— Marginalisation matérielle d'abord ; par la faiblesse des salaires et des conditions de vie l'ouvrier est exclu de cette richesse et de ces biens qu'il contribue à produire.

— Marginalisation politique ensuite : classe dangereuse, exclue des institutions politiques, surveillée par ses chefs, la police, la justice, l'église (on est frappé par l'importance et l'insistance tatillonne des documents de contrôle : taille, intelligence, moralité, fréquence les cafés, va à la messe, suit le carême, jeux préférés, etc...).

Mais on y retrouve aussi les améliorations jamais concédées, toujours arrachées, leçon d'hier qui est aussi une leçon pour aujourd'hui et pour demain ; Rennes ville de gauche (qui l'avait un moment oublié) grâce à la liste ouvrière de Le Bastard ; les grandes luttes enfin qui firent de Fougères un haut lieu de la lutte des classes pendant les 103 jours qui mobilisèrent la France syndicale et politique (1906-1907) mais eurent peu d'incidence sur la paysannerie locale.

Si l'on peut formuler un petit regret, il concernera la présentation, un peu laconique. Il y a des documents, qui ne demandent qu'à parler, comme cette intéressante carte de l'industrie rennaise en 1895 (chronologie des implantations, typologie des industries, liens avec l'agriculture ou la présence de l'armée, grâce à un jeu possible de couleurs et de notes).

Aux archives départementales, 20, A. Jules Ferry, jusqu'au mois de juin. 8 h 30-12 h. 13 h 30-18 h.

Les druides et les celtes : ce n'est pas du folklore...

Il n'est jamais trop tard pour bien faire. Les **Druides** de François Le Roux et Christian-J. Guyonvarc'h est paru en 1978, et ce n'est qu'au cours de l'été 1980, un peu par hasard, que je l'ai trouvé à Lannion. Le moins qu'on puisse dire est qu'il n'a pas fait l'objet d'un gros battage publicitaire. C'est pourtant l'un des livres les plus beaux et les plus solides parus depuis peut-être vingt ans sur la religion et la mythologie des Celtes, domaine où se bousculent les pseudo-spécialistes bien en vue et les « celtistes » vaseux.

Les **Druides**, c'est d'abord un ouvrage scientifique, offrant le maximum de garanties. Tout ce que les auteurs avancent est clairement argumenté, avec une grande abondance de détails et de citations, et s'il y a doute, ils le disent sans ambages. Ainsi, le problème de la disparition du druidisme n'est pas abordé, parce que « les faits historiques ne sont pas toujours analysés dans une perspective claire ». Les sources sont doubles : d'une part, les auteurs, surtout latins, qui ont parlé de la Gaule et de l'île de Bretagne, dont il est fait des explications de texte magistrales ; les textes mythologiques irlandais d'autre part, généreusement cités, scrutés, confrontés aux autres.

Tout dans ce livre est passionnant, depuis les questions de terminologie jusqu'à la doctrine et les origines du druidisme, en passant par la place du druide dans la société et les techniques rituelles et magiques. Il n'est pas question de résumer ici un ouvrage tellement riche, mais les auteurs soulignent que, par leur culture et leur niveau intellectuel, les druides étaient plus proches des brahmanes que des chamans et des sorciers. Je dirai ma faiblesse pour les parties qui traitent du **sid**, l'Autre Monde celtique : « Ce ne sont que **plaisir, joie et jeunesse** », et la notion de péché est inconnue... A la fin de l'ouvrage, on trouvera de substantiels appendices : un utile répertoire des titres de récits ou de manuscrits irlandais et gallois médiévaux, et surtout un très précieux Glossaire des principaux noms et mots irlandais et gaulois. Achetez **Les Druides**, et par là-même, aidez les courageuses éditions Ogam-Celticum.

Achetez aussi le 1^{er} tome des **Textes Mythologiques Irlandais**, traduits par Christian-J. Guyonvarc'h : « C'est le premier livre présentant des traductions françaises complètes et systématiques de tous les textes irlandais médiévaux, mythologiques et épiques », annonce l'éditeur. J'avoue que je n'ai pas vu le livre, mais il n'y a aucune raison de penser qu'il est inférieur aux **Druides**. Le deuxième tome est sous presse.

Il n'est pas trop tard non plus pour annoncer la réédition des **Mabinogion**, dans la belle traduction de Joseph Loth (un peu retouchée), devenue introuvable, dans une présentation sobre et juste de Jean-Pierre Le Dantec. Ce classique de la littérature celtique doit avoir sa place dans chaque bibliothèque bretonne qui se respecte. Il faut vraiment envier ceux qui n'ont encore jamais lu ces onze contes enchanteurs, qui n'ont pas fini d'alimenter notre imaginaire !

Dans la même collection, l'**Épopée irlandaise** décevra. Il s'agit d'une collection de textes tronqués, dont on ne sait pas trop s'ils ont été ainsi découpés par le traducteur ou par le présentateur Jean Markale. Je penche pour ce dernier. A propos de Markale, qui s'est taillé une belle réputation sur la place de Paris, on s'interrogera sur ses procédés : dans son introduction, il trouve le moyen de consacrer exactement **deux lignes à Georges Dottin, le grand celtisant, traducteur des textes qu'il présente, et dans les notes intercalaires, de faire référence dix-huit fois à ses propres livres, à l'exclusion de tout autre auteur**. Or, Markale n'est pas un celtisant, il n'a jamais été qu'un compilateur, qui a su profiter de la grande ignorance des Français en matière celtique — un compilateur effronté, ainsi qu'il le révèle. Et puis, une fois de plus (cela devient lassant), Markale fait d'André Breton et du surréalisme le point d'aboutissement obligé des littératures celtiques, comme si celles-ci n'avaient pris sens et vie qu'avec la venue du prince charmant. Les littératures celtiques n'appartiennent à personne, c'est-à-dire à tout le monde : elles s'appartiennent d'abord à elles-mêmes. Cette tentative systématique de les annexer à la culture française a quelque chose de ridicule et de déplaisant.

Mais laissons-là Markale, et lisons plutôt les travaux de Le Roux et Guyonvarc'h, qui sont des gens sérieux et, sûrement, trop modestes.

Paol Keineg.

Françoise Le Roux et Christian-J. Guyonvarc'h, **Les Druides**, 420 p. Editions Ogam-Celticum, Boîte Postale 574, 35007 Rennes.

Christian-J. Guyonvarc'h, **Textes mythologiques irlandais I**, 416 p. Ed. Ogam-Celticum.

Les Mabinogion (contes bardiques gallois), traduction de Joseph Loth, 287 p. Les Presses d'Aujourd'hui, Collection l'Arbre Double.

L'épopée irlandaise, traduction de Georges Dottin, 217 p. Les Presses d'Aujourd'hui, Coll. L'Arbre Double.



CE SONT LES OCCITANS QUI ONT RÉUSSI LE CHEVAL D'ORGUEIL...

ADRIEN. Un bâtard né quelques années avant 1914 d'une passade entre un vagabond violeur et une jeune bergère naïve. Quelque part dans le sud de la France, en Périgord. Histoire d'un gosse mal aimé puis d'un jeune ouvrier, poseur de rail pour le chemin de fer, vite renvoyé par la compagnie pour fait de grève. Histoire d'un amoureux éconduit parce que le père de sa future refuse de donner sa fille à un bâtard. Et Adrien sort finalement de l'écran pour on ne sait quel avenir, après avoir assommé le père autoritaire de sa promise le jour du mariage de son seul ami. Une aventure banale en somme, celle des trop nombreux fils de métayers ou de petits propriétaires pauvres dont la biographie se résume facilement en quelques lignes monotones.

Un anti cheval d'orgueil

Si, comme à l'armée française en 1870, il ne manquait pas un bouton de guêtres aux néo-bigoudens endimanchés mis en scène par Chabrol, rien d'équivalent dans le film de Jean-Pierre Denis. Habits de fête et de travail sont bien différenciés; aucun anachronisme flagrant ne vient heurter l'œil; pas de prises de vue complaisante sur le bon pain des ancêtres ou leur nourriture saine et écologique. Le décor intérieur des maisons reste sobre, sans tomber dans le piège d'une présentation de type écomusée pour touristes citadins en mal d'exotisme paysan.

L'évolution historique des campagnes périgourdines est bien perçue par le spectateur: d'abord, le grand craquement de la guerre qui vient faucher les jeunes et mobilise les enfants et vieillards pour le travail de la terre. Ensuite la lente pénétration du «progrès»: la batteuse mécanique des années 20, les premières ampoules électriques, la crise du petit artisanat rural (ici un moulin à eau sans

avenir devant la concurrence des minoteries industrielles) et surtout l'exode inexorable des garçons qui quittent un à un le village pour s'engager comme manœuvres sur des chantiers lointains.

Un autre grand mérite de ce film est d'éclairer le contexte social par quelques portraits: le régisseur du château, petit coq de village aussi rondouillard que féroce, en visite chez les métayers de M. le Marquis qui ne rapportent jamais assez; un curé felleux, mais ferme sur son casuel; voilà pour les dominants. Des bals populaires au son de l'accordéon, un repas de mariage, des meetings houleux suivis de discussions enfiévrées au café: voilà pour les autres, les pauvres et les exploités. Des préjugés aussi chez eux, contre les bâtards, un patriarcat sans limite, mais également l'amour d'une grand-mère pour son arrière-petit-fils qu'elle initie aux secrets de la forêt. Le tout est traité par touches discrètes: la caméra est soucieuse d'éviter les effets faciles et l'esthétisme à bon marché. Seuls les magnifiques arbres de la forêt périgourdine la retiennent longuement, à juste titre.

Un film militant

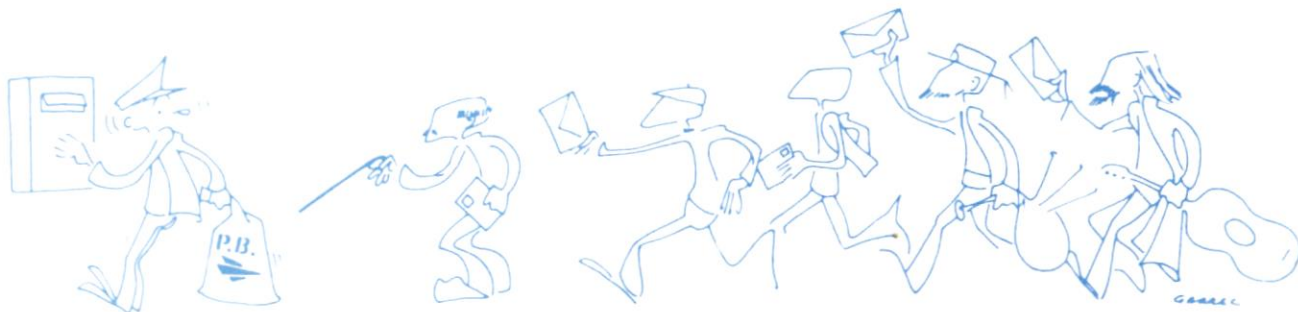
Militant, *Histoire d'Adrien* l'est par son financement: son réalisateur, Jean-Pierre Denis, n'est pas cinéaste professionnel. Par amour pour sa terre natale et surtout pour ses habitants, il s'est lancé dans une folle aventure, laissant tomber son emploi de fonctionnaire, terminant péniblement son film à l'aide des fêtes et bals organisés en complicité avec les amis du coin. Pour cette raison le tournage a dû s'étirer sur deux ans. Mais le résultat final échappe à la critique que l'on peut généralement adresser à ce genre de film: au point de vue technique, il est sans reproche et certaines séquences sont même très belles, d'où une récompense bien méritée au festival de Cannes qui ouvre à *Histoire d'Adrien*,

timidement, les circuits commerciaux de distribution. Inutile de préciser qu'aucun acteur n'est professionnel.

Militant, *Histoire d'Adrien* l'est aussi par sa langue: l'occitan. Paysans et ouvriers de souche rurale parlent leur langue, librement, naturellement, de même qu'ils s'expriment avec les gestes lents et mesurés des travailleurs de la glèbe. Le français est réduit à la place qui était la sienne dans les années 1920: langue de notables (les châtelains et le curé), langue de l'école (et le maître d'enseigner docement qu'un topinambour est un topinambour en français, tout autre vocable n'étant que du patois digne du langage des poules et des cochons...), langue des classes populaires urbaines aussi. Un délégué syndical, des ouvriers s'en servent, mélangeant français et occitan dans le feu de la discussion. D'ailleurs le sous-titrage est parfois bien inutile tant la langue d'oc semble aujourd'hui dans ces contrées appauvrie et truffée de mots français: l'accent de tous les jeunes acteurs ne me semble pas très convaincant malgré leur bonne volonté, ce qui en dit long sur le recul d'une civilisation en un demi-siècle!

Film occitaniste? Oui et non. Ici pas de croix cathares, de troubadours ni même de «Volem viure al país». Mais ce n'était certainement pas nécessaire pour faire comprendre en profondeur une société, certes très imparfaite, inégalitaire, imbue de préjugés, figée dans sa misère. Du film se dégage une dignité certaine, celle des petits paysans exploités, arrière-petits-fils de Jacou le Croquant, hommes d'oc, prolétaires d'une culture gommée et condamnée. Jean-Pierre Denis n'accuse personne de génocide culturel: il fait mieux: il donne la parole aux sans-voix de l'histoire officielle. Cela donne un document indispensable à connaître et à méditer. Gageons que dans ses prochains films, le cinéaste continuera d'être leur héraut efficace et crédible.

J.C. Cassard.



COURRIER DES LECTEURS

Nous remercions ceux qui nous écrivent. Précisez si vous désirez l'anonymat.

A propos de la BD

Je félicite le PB pour ses 4 pages consacrées à la BD en Bretagne mais je regrette qu'il ne publie pas une planche par mois d'un jeune dessinateur. Vu le nombre de jeunes dessinateurs en Bretagne n'ayant jamais publié, je pense qu'il aurait le choix. Comment vivre et dessiner en Bretagne en 1981 ? Votre dossier n'a pas abordé cette question qui mériterait pourtant qu'on s'y arrête. Il faut savoir que peu de supports publient des BD en Bretagne et qu'ils paient très mal. Les dessinateurs sont donc contraints soit de monter avec leur carton sous le bras à Paris, soit, s'ils ont décidé de rester en Bretagne, d'avoir un job à côté (professorat de dessin, boulot dans les pubs, etc.). Si Fournier vit très bien de la BD, Malo Louarne et Gégé assez bien, la plupart des autres en vivent plutôt mal.

Mais je pense que la presse bretonne a tort en privilégiant le texte ou la photo sur le dessin. Elle oblige les dessinateurs bretons à percer à Paris avant d'être découverts en Bretagne.

L'idée de lancer un journal de BD en Bretagne est alléchante mais demande réflexion. Les dessinateurs ne sont pas des gestionnaires et ce doit pouvoir être rentable.

Jean-Luc Aulnette.

Voici deux dessins de Jean-Luc Aulnette, que nous avons en effet oublié. Ils montrent qu'il a aussi du talent.

D'ailleurs, notre dossier aura une suite, mais le mois prochain seulement... Alors, n'oubliez pas d'acheter le prochain PB!



Et la sécurité de l'emploi ?

Contrairement à beaucoup d'autres émigrés bretons, j'ai pu, vivant hors de Bretagne, venir y trouver du travail, car j'étais en chômage depuis la fin de mes études. Car, évidemment, il est hors de question pour moi de considérer Nantes comme n'étant pas en Bretagne... J'apprécie d'ailleurs votre aide pour la lutte de ceux qui veulent l'unité administrative bretonne en Loire-Atlantique.

Je ne peux vous dire si je resterai longtemps à cette adresse car je ne suis employée que pour six mois dans le cadre du fameux plan de ce bon « Babarre »... Une belle exploitation d'ailleurs, car pour faire exactement le même boulot qu'une titulaire, cela ne coûte que 20 % du SMIC au patron, les 70 % restants étant payés par l'Etat. C'est peut-être bien gentil de la part du bon père Barre, mais la sécurité de l'emploi, avec ça ! Enfin, cela vaut toujours mieux que d'être au chômage et de ne même pas toucher d'allocations. Je crois que d'arriver à trouver un emploi dans une ville qui connaît l'un des plus forts taux de chômage, est malgré tout un bel exploit.

Mireille Lenglet, Nantes.

La Belle Epoque

Antiquités - Brocante

35, rue Jean-Macé - BREST
Tél. 46.44.77

ABONNEZ-VOUS

LE PEUPLE BRETON

Boîte Postale 304 - 29273 BREST CEDEX

NOM PRÉNOM

ADRESSE

Souscrit un abonnement ordinaire : 50 F (1)
étranger : 60 F (1)
de soutien : à partir de 70 F (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion : 75 F (1)
A partir du N° inclus.

Ci-joint le règlement par chèque postal (1)
chèque bancaire (1) (1) Rayer les
mandat lettre (1) mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2365-76

ABONNEZ-VOUS

PUBL VREIZH

en langue bretonne

NOM PRÉNOM

ADRESSE

Souscrit un abonnement ordinaire : 40 F (1)
étranger : 50 F (1)
de soutien : à partir de 60 F (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion : 65 F (1)
A partir du N° inclus.

Ci-joint le règlement par chèque postal (1)
chèque bancaire (1) (1) Rayer les
mandat lettre (1) mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2746-79

LAMBE - CARAVANES

à 3 km de la Clinique du Tromeur
Route de Ploudalmézeau
« PEN-AR-VALY » - 29290 MILIZAC
Téléphone : (98)03.25.24

Vente - Service après-vente
Pose attelage - Accessoires
Hivernage toutes marques



8 et 10, Place de la Liberté
Tél. 44.59.03 BREST
SERVICE APRÈS-VENTE

CAISSES ENREGISTREUSES **SWEDA**
MACHINES A ÉCRIRE ET A CALCULER
MEUBLES **ORDO - ATAL**
BALANCES - PHOTOCOPIEURS

keltia-musique



1, place au Beurre
29000 QUIMPER
TÉL. : (98) 95.45.82

DISQUES
LIVRES
ET
INSTRUMENTS
DE MUSIQUE
DES PAYS
CELTES

ENREGISTREMENTS - ÉDITIONS de DISQUES et CASSETTES



Merci

Certainement que je renouvelle mon abonnement! Je vous avais déjà dit combien la découverte de votre journal, lors des événements de Plogoff, m'avait enthousiasmé. Pourtant, il m'a semblé dans certains articles que vous sembliez vous séparer, ou séparer certains Bretons. Je pense que l'union de tous est nécessaire, même — et surtout — de ceux que l'exaspération a pu pousser jusqu'à l'outrance. L'essentiel est la lutte de tous les Bretons, pour la Bretagne, et pour la destruction de ce carcan que nous impose Paris, et qui nous blesse depuis si longtemps. Pour cela, je serai toujours avec vous et vous dis ainsi qu'à tous les mouvements bretons en lutte: merci.

J. Morlaix

Il y a oublié et oublié

L'escalade se poursuit puisque chaque jour on essaie de convaincre que la Bretagne fournit de moins en moins d'électricité: « Il ne reste plus que 6% d'électricité fournie par la Bretagne par rapport à ses besoins. Les chiffres des média baissent donc chaque mois. De là à convaincre qu'il faut des Plogoff dans toute la Bretagne, la voie est toute tracée. Mais fournir de l'énergie en Bretagne, pour qui? Pour les Bretons? Alors là, on peut émettre de sérieux doutes.

Un article paru dans Le Monde pourrera éclaircir les Bretons sur le pourquoi de la production d'énergie en Bretagne. J'en tire les quelques points marquants suivants:

— Les disparités entre régions riches et pauvres de l'Europe ne cessent d'augmenter.

— Si la moyenne européenne de Produit Intérieur Brut est notée à 100, les régions riches sont passées aux alentours de 200 et la Bretagne à 83.

— Les régions maritimes sont les plus défavorisées ainsi que les régions à forte activité agricole. Pauvre Bretagne qui cumule ces deux caractéristiques.

— Depuis 1970, le phénomène ne fait qu'empirer puisque les disparités entre régions riches et pauvres sont passées d'un facteur 2.88 en 1970 à 4.3 en 1977.

Alors, curieux effort du pouvoir central qui demande aujourd'hui (avec des chiffres pour le moins contestables car ces 6% ne prennent pas en compte l'apport énergétique de la région de Nantes) aux Bretons de payer leur quote-part en énergie, mais se refuse énergiquement à leur payer leur quote-part du P.I.B. national. Si la Bretagne a été injustement oubliée par le pouvoir central, celui-ci ne semble plus l'oublier du tout dès lors qu'il en a besoin pour ses CRS, ses armées, sa main d'œuvre d'émigrés, ses routes maritimes avec leur cortège de marées noires (il paraît qu'il n'y a plus de crédits pour la surveillance aérienne du rail des pétroliers), pour ses centrales nucléaires assorties d'études d'impact bacées.

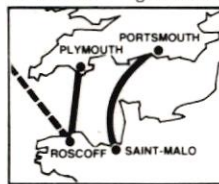
N., Isère.

BED & BREAKFAST



4 NUITS 100 F
en Angleterre, chez l'habitant.

Par "Angleterre", nous entendons toute la Grande-Bretagne. C'est-à-dire aussi le Pays de Galles, l'Ecosse, la Région des Lacs... Bref, toute l'île! Et pour 100 F seulement, Brittany Ferries vous propose de passer là-bas 4 nuits de rêve chez l'habitant dans les régions de votre choix, histoire de multiplier les bons souvenirs, et de vérifier que partout les Bed and Breakfast, sont synonymes de gentillesse, de confort, voire de gourmandise... Car pour 100 F, vous avez droit 4 fois à un accueil amical, à une chambre douillette et à un vrai "breakfast" le matin... Alors pour profiter de cette offre, rendez-vous à Roscoff ou à Saint-Malo. Et embarquez sur un bateau Brittany Ferries (traversées maritimes en sus des 100 F) pour vous offrir, en avant-première, une traversée elle aussi inoubliable. Nos bateaux ne sont-ils pas les plus confortables de toute la Manche?



brittany ferries

Chez votre Agent de Voyages.

GRATUIT. Nous connaissons si bien la Grande-Bretagne que, dans tous les cas, vous avez intérêt à consulter notre brochure "Brittany Ferries". Vous y trouverez plein de séjours originaux tous à des prix très avantageux. Plus tous les horaires et tous les tarifs de traversées.
Nom _____ Adresse _____ 81.53-B
Pour recevoir gratuitement notre brochure 1981 retournez ce bon à Brittany Ferries, gare maritime, 29211 Roscoff. Tél. (98) 69.07.20.

HORLOGERIE

Yves NEDELLEC

2, rue de Douarnenez
QUIMPER Tél. 55.61.78

*Choix important
de montres à Quartz*

*Vos bijoux celtiques or et argent
Collection importante*



Roger MINGANT

Horloger-bijoutier



95, rue de Siam - 29200 BREST - Tél. 46.06.02

Armor.lux

SOUS-VÊTEMENTS
TEE-SHIRTS
PULLS MARINS
QUIMPER

Kenober

ÉLECTRICITÉ GÉNÉRALE

17, Avenue de la Libération

QUIMPER

Tél. 90.63.33

RESTAURANT - BAR

Le Vatel

Spécialités :

Fruits de mer - Poissons - Plats régionaux

23, rue Fautras 29200 BREST Tél. 44.51.02

DIRECTION : GÉRARD LE SANN

Soniri Keltiek

HERVE MEUR

1 Dachenn Aman
29000 KEMPER
Pell : (98)95.45.82

PORT de PLAISANCE



**Le Grand
Pavois**

BAR
RESTAURANT
PANORAMIQUE

Moulin-Blanc
29200 BREST

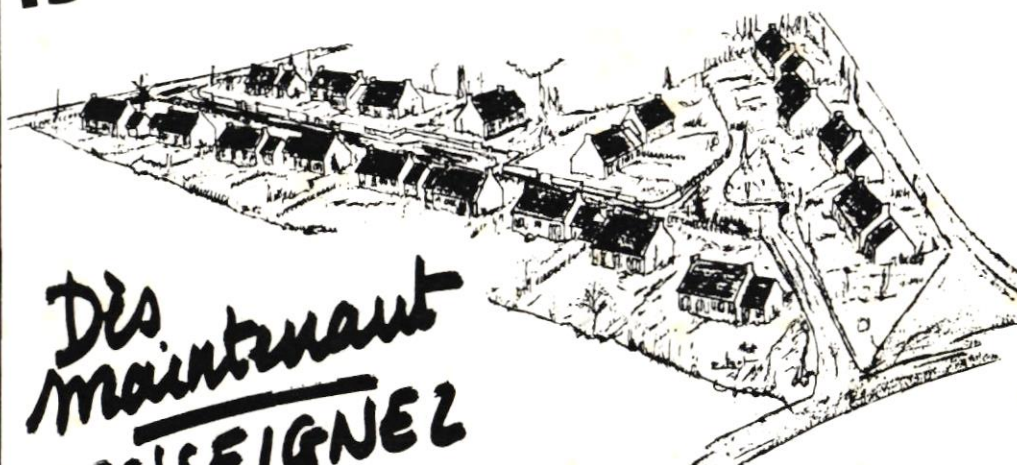
Tél. 02.27.83

Annie et Jean-Michel TEXIER



maisons
abonnel

**19 PAVILLONS
15 km de BREST** *bretagne*



**Dès
maintenant
RENSEIGNEZ
VOUS**

Le traditionnel
abonnel

HP 6

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

Tél. _____

Je souhaite recevoir gratuite-
ment une documentation ☐

Je souhaite la visite d'un
technicien conseil Abonnel ☐

maisons
abonnel

9, rue de Lyon
Tél. 46.33.04
BREST

Le grand bond en arrière...

M A R E S T

Siège social :
Z.A.C. de Kergaradec
29239 GOUESNOU

Tél. (98) 02.01.14

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Nous vous précisons par la présente, vos nouvelles conditions de travail

- 1° Acceptation du travail de dimanche et les jours fériés.
- 2° Horaire de travail modifié chaque semaine.
- 3° Retour en taxi supprimé.
- 4° Prise de repas en fonction de l'organisation du service.
- 5° Suppression de la participation à compter de 1982.
- 6° Blocage des rémunérations tant qu'elles resteront supérieures à celles pratiquées dans nos diverses Sociétés de Restauration.
- 7° Suppression des jours de congés payés supplémentaires pour nocturnes.
- 8° Obligation de polyvalence entre tous les postes.
- 9° Suppression de l'indemnité pour frais de garde.

Toute disposition contractuelle individuelle contraire sera considérée comme inexistante.

J'accepte ces nouvelles conditions de travail.

Je refuse ces nouvelles conditions de travail et souhaite être licencié(e)

Votre réponse doit être envoyée par écrit au Siège Social de la Société MAREST, au plus tard pour le 20 février 1981.

Le personnel de la cafétéria du Centre Alma a conduit une semaine de lutte pour faire comprendre à son nouvel exploitateur que même dans les rapports sociaux et le cynisme il y avait des limites. Aux camarades de l'UDB venus leur témoigner leur soutien ils ont en effet remis la lettre ci-dessus qui précise leurs nouvelles conditions de «travail».

On appréciera le mépris, mais aussi l'assurance que donne la crise à certains patrons. Au-delà d'un certain stade, plus besoin d'invoquer le pétrole, le rapport de force rejoint le 19^e siècle qu'on avait cru un peu trop vite rejeté dans l'histoire!